

ACTIVITÉ BIOALIMENTAIRE AU QUÉBEC EN 2015

Bilan et perspectives

AVANT-PROPOS

Le document *Activité bioalimentaire au Québec en 2015 — Bilan et perspectives* présente un portrait de l'industrie bioalimentaire du Québec avec en introduction un aperçu de la conjoncture économique mondiale pour l'année 2015.

Les événements retenus illustrent autant la performance de chacun des maillons de la filière bioalimentaire, soit l'agriculture et les pêches, la transformation, le commerce de gros et de détail et la restauration, que l'état des principaux facteurs sous-jacents à cette performance, c'est-à-dire l'évolution de la demande intérieure, la dynamique des échanges internationaux et le comportement des différents acteurs en ce qui touche la recherche, la formation, l'investissement et le développement durable.

TABLE DES MATIÈRES

FAITS SAILLANTS DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE EN 2015	7
CHAPITRE 1 - LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET BIOALIMENTAIRE	8
1.1 LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE	10
1.2 LA CONJONCTURE BIOALIMENTAIRE	12
1.3 LES POLITIQUES ET LES ACCORDS COMMERCIAUX	16
CHAPITRE 2 - LA DEMANDE ALIMENTAIRE	21
2.1 UNE DEMANDE ALIMENTAIRE DE PLUS EN PLUS PARTAGÉE	22
2.1.1 Commerce de détail : la migration des achats alimentaires dans les magasins qui se poursuit	23
2.1.2 Restauration : les ventes qui augmentent surtout grâce à la restauration rapide et aux services de restauration spéciaux	24
2.2 L'INFLUENCE EXERCÉE PAR LE PRIX DE CERTAINS ALIMENTS	26
2.3 UNE PROGRESSION DANS LE SECTEUR TERTIAIRE POUR L'EMPLOI ET LE PIB	28
CHAPITRE 3 - LES PERFORMANCES DE LA TRANSFORMATION BIOALIMENTAIRE	30
3.1 L'ÉVOLUTION DES LIVRAISONS MANUFACTURIÈRES	32
3.2 LES EXPORTATIONS : DÉBOUCHÉS POUR LES ENTREPRISES QUÉBÉCOISES	34
3.3 LA STABILITÉ DES INVESTISSEMENTS DES FABRICANTS D'ALIMENTS AU QUÉBEC	36
3.4 UNE CROISSANCE DU PIB DANS LE SECTEUR DE LA FABRICATION DES ALIMENTS ET DES BOISSONS	37
LA RECHERCHE ET L'INNOVATION DANS LE SECTEUR BIOALIMENTAIRE AU QUÉBEC	39
CHAPITRE 4 - L'ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION AGRICOLE, DES PÊCHES ET DE L'AQUACULTURE	42
4.1 L'ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION AGRICOLE	44
4.2 L'ÉVOLUTION DES PÊCHES ET DE L'AQUACULTURE	49
4.2.1 L'industrie des pêches commerciales	49
4.2.2 Un bilan de la transformation des poissons et des fruits de mer au Québec	51
LA FORMATION ET LA MAIN-D'ŒUVRE	53
CHAPITRE 5 - L'ÉVOLUTION GLOBALE DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE	57
5.1 LE PIB DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE	58
5.2 LES FACTEURS QUI EXPLIQUENT LA VITALITÉ DE L'INDUSTRIE	59
LE DÉVELOPPEMENT DURABLE : UNE TENDANCE DE FOND DANS L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE	63
ANNEXES	66

LISTE DES FIGURES

FIGURE 1	Taux de croissance du PIB réel, grandes régions et Chine, de 2006 à 2015	10
FIGURE 2	Taux de croissance du PIB réel, certains pays développés et le Québec	11
FIGURE 3	Valeur du dollar et prix mondiaux du pétrole et des métaux, moyennes annuelles	11
FIGURE 4	Évolution de l'indice du prix mondial des céréales de la FAO de 2000 à 2015	13
FIGURE 5	Évolution de l'indice du prix mondial des viandes de la FAO de 2000 à 2015	14
FIGURE 6	Évolution du prix mondial du sucre brut de 2010 à 2015	15
FIGURE 7	Croissance des prix des aliments au Canada et par province, moyenne de 2013 à 2015	27
FIGURE 8	Gains et pertes d'emploi au Québec, en Ontario et dans le reste du Canada en 2015	28
FIGURE 9	Évolution de la valeur des livraisons manufacturières en ce qui concerne la fabrication des aliments, des boissons et du tabac, Québec, Ontario et Canada, de 2005 à 2015 (indice de 2005 = 100)	32
FIGURE 10	Évolution de la valeur des livraisons manufacturières et des prix de la fabrication des aliments, des boissons et du tabac au Québec de 2005 à 2015 (indice 2005=100)	33
FIGURE 11	Accroissement des exportations bioalimentaires au Québec, en Ontario et dans le reste du Canada, de 2005 à 2015	34
FIGURE 12	Dépenses en immobilisation dans la fabrication des aliments, Québec, Ontario et autres provinces, 2006 à 2015 (M\$)	36
FIGURE 13	Évolution des revenus et des dépenses agricoles au Québec de 2005 à 2015	44
FIGURE 14	Évolution des recettes monétaires agricoles provenant du marché au Québec (M\$), de 2010 à 2015	45
FIGURE 15	Évolution du revenu agricole net au Québec de 2005 à 2015 (M\$)	46
FIGURE 16	Évolution des exportations internationales de produits agricoles au Québec, de 2005 à 2015 (M\$)	47
FIGURE 17	Évolution des investissements dans le secteur agricole au Québec de 2006 à 2015 (M\$)	48
FIGURE 18	Inscriptions dans les programmes de formation du secteur bioalimentaire, de 2004-2005 à 2014-2015	54
FIGURE 19	Titulaires de permis de travail du Programme des travailleurs étrangers temporaires au Québec	55
FIGURE 20	Évolution de la croissance du PIB bioalimentaire par sous-secteur, Québec, 2007-2015	58
FIGURE 21	Croissance de la valeur des exportations agricoles et des aliments transformés entre 2005 et 2015 et de 2014 à 2015, Québec	59
FIGURE 22	Parts des emplois dans les secteurs primaire-secondaire et tertiaire, Québec, en 2005 et 2015	61

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1	Situation mondiale des principales céréales, des grains et des oléagineux, 2010 à 2015, en millions de tonnes	13
TABLEAU 2	Hausse des prix alimentaires au Québec et au Canada en 2014 et 2015	22
TABLEAU 3	Répartition de la demande alimentaire au Québec en 2015	22
TABLEAU 4	Estimations des ventes de produits alimentaires dans le commerce de détail au Québec selon les types de magasins, 2014 et 2015 (G\$)	23
TABLEAU 5	Ventes de produits alimentaires dans le commerce de détail au Canada selon les types de magasins, 2014 et 2015 (G\$)	23
TABLEAU 6	Recettes dans la restauration au Québec selon les types de restaurants, 2014 et 2015 (G\$)	24
TABLEAU 7	Recettes dans la restauration commerciale au Canada selon les types de restaurants, 2014 et 2015 (G\$)	25
TABLEAU 8	Croissance (%) des prix alimentaires au Québec, 2015	26
TABLEAU 9	Évolution de l'emploi dans le secteur tertiaire en 2015	29
TABLEAU 10	Exportations bioalimentaires du Québec à l'international par groupe de produits et destinations	
TABLEAU 11	Évolution de la valeur des débarquements des pêches commerciales au Québec, de 2010 à 2015 (M\$)	49
TABLEAU 12	Évolution du volume des débarquements des pêches commerciales au Québec, de 2010 à 2015 (tonnes/poids vif)	50
TABLEAU 13	Évolution des prix (\$/kg) des crustacés, de 2010 à 2015	50
TABLEAU 14	Évolution de la valeur (millions de dollars courants) et participation (%) des ventes sur les marchés international et canadien, de l'industrie de la préparation et du conditionnement des poissons et des fruits de mer du Québec, de 2010 à 2015.	51
TABLEAU 15	Produit intérieur brut de l'industrie de la préparation et du conditionnement des poissons et des fruits de mer du Québec, de 2010 à 2015 (millions de dollars enchaînés de 2007)	51
TABLEAU 16	Exportations, importations et balance commerciale bioalimentaires du Québec avec l'ensemble des pays, de 2005 à 2015 (M\$)	60
TABLEAU 17	Émissions de GES en agriculture au Québec en 1990 et 2013	64
TABLEAU 18	Émissions de GES en agriculture au Québec, de 2009 à 2013	65
TABLEAU 19	Principaux indicateurs de l'activité économique de l'industrie bioalimentaire du Québec, 2014 et 2015	66
TABLEAU 20	Recettes, dépenses et revenus nets agricoles au Québec de 2013 à 2015 (k\$)	68
TABLEAU 21	Recettes, dépenses et revenus nets agricoles en Ontario de 2013 à 2015 (k\$)	69
TABLEAU 22	Recettes, dépenses et revenus nets agricoles au Québec de 2013 à 2015 (k\$)	70
TABLEAU 23	Valeur des livraisons manufacturières de l'industrie des aliments, des boissons et du tabac au Québec, 2014 et 2015 (k\$)	71
TABLEAU 24	Exportations bioalimentaires internationales du Québec par groupe de produits, 2014 et 2015 (M\$)	72
TABLEAU 25	Importations bioalimentaires internationales du Québec par groupe de produits, 2014 et 2015 (M\$)	73

FAITS SAILLANTS

DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE EN 2015

Les marchés d'exportation continuent de soutenir la croissance de l'industrie bioalimentaire québécoise, à un rythme qui a dépassé celui des économies canadienne et québécoise en 2015.

Les éléments marquants de l'industrie bioalimentaire québécoise pour l'année 2015 sont notamment les suivants :

- La croissance économique du secteur bioalimentaire, mesurée par la progression de la valeur du produit intérieur brut (PIB) en termes réels, a été plus rapide, soit de 2,5 %, que la moyenne des huit dernières années, qui était de 1,2 %.
- La bonne performance du secteur agricole avec une croissance de 5,3 % du PIB en 2015 contribue de manière significative à cette croissance.
- La demande alimentaire au Québec a dépassé 40 G\$, ce qui représente un accroissement de plus de 3 % par rapport à 2014.
- La migration des achats alimentaires vers les magasins non traditionnellement alimentaires, comme Costco et Walmart, s'est poursuivie, alors que leurs ventes ont augmenté de 15 % contre 1 % pour les magasins d'alimentation.
- Les prix à la consommation des aliments et des boissons, entraînés notamment par les prix des viandes ainsi que des fruits et légumes, ont progressé de 3,5 %.
- La valeur des livraisons manufacturières d'aliments et de boissons a atteint 25 G\$, ce qui représente une augmentation de 3,6 %.
- Dans le secteur agricole, les recettes monétaires de marché (8 G\$) et le revenu agricole net (0,91 G\$) se sont repliés avec la fin des sommets exceptionnels de prix pour les producteurs de céréales et les éleveurs.
- Les exportations bioalimentaires ont progressé de 7 % pour atteindre 7,5 G\$, portées par les exportations de produits transformés (aliments et boissons), qui ont connu une augmentation de plus de 11 %.
- Près de 487 000 personnes ont travaillé dans l'industrie bioalimentaire québécoise, dont 25 % dans les secteurs de la production et de la transformation.
- Depuis 2006, les investissements dans la production agricole et la transformation des aliments se sont accrus annuellement de 2,3 % et de 2,8 % respectivement.

De plus, les renseignements contenus dans ce bilan permettent de constater que :

- Le pourcentage de dépenses en recherche-développement (R-D) par rapport au PIB du secteur bioalimentaire se compare à la moyenne québécoise.
- Le nombre d'inscriptions dans les programmes de formation du secteur bioalimentaire est en hausse de 11 % depuis cinq ans.
- Des accords commerciaux de libre-échange ont été conclus au cours de l'année 2015-2016, principalement le Partenariat transpacifique et l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne.
- Le secteur bioalimentaire est de plus en plus engagé dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES).

NOTE : Dans ce document, le symbole **G\$** signifie « milliards de dollars », le symbole **M\$**, « millions de dollars » et le symbole **k\$**, « milliers de dollars ».



CHAPITRE 1

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET BIOALIMENTAIRE



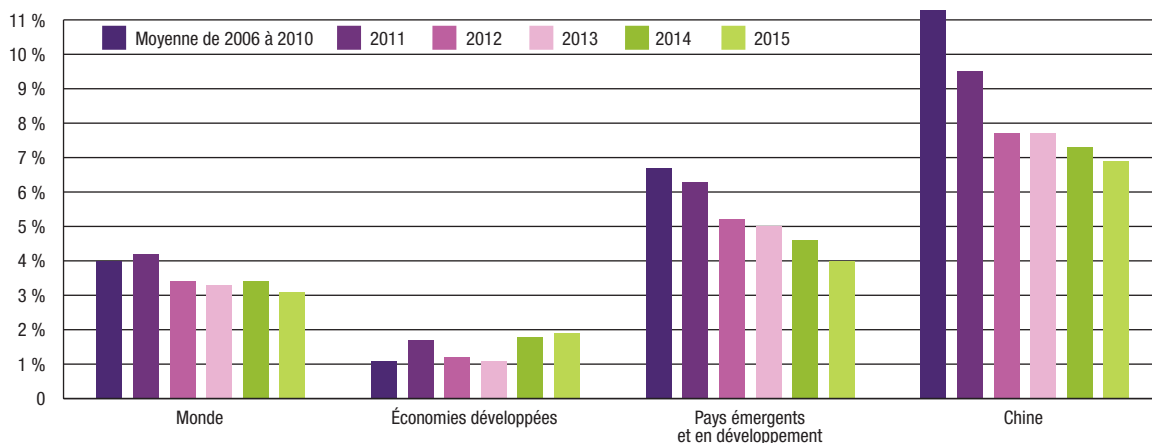
1.1 LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Une légère baisse de la croissance de l'économie mondiale en 2015

Le taux de croissance de l'activité économique sur le plan mondial s'est maintenu à 3,4 % entre 2012 et 2014, mais il s'est replié jusqu'à 3,1 % en 2015. En comparaison, les taux étaient de plus de 5 % vers le milieu des années 2000, avant la crise financière internationale de 2008-2009. L'activité manufacturière et le commerce entre les nations sont restés faibles à l'échelle mondiale, en raison notamment d'une demande et d'un niveau d'investissement généralement modérés en 2015.

La croissance économique est plus forte dans les marchés émergents et les pays en développement que dans les pays développés. La part de l'économie mondiale y est également prépondérante avec 57 % du produit intérieur brut (PIB) réel. Toutefois, dans les pays émergents et en développement, le taux de progression de l'activité économique a ralenti depuis le tournant de la décennie. C'est le cas en particulier de la Chine, où la croissance tendait davantage vers un rythme de 6,9 % en 2015, ce qui est moins que les 11 % de la fin des années 2000. Pour sa part, le PIB s'est contracté de 4 % en 2015 au Brésil et en Russie.

FIGURE 1 TAUX DE CROISSANCE DU PIB RÉEL, GRANDES RÉGIONS ET CHINE, DE 2006 À 2015



Source : Fonds monétaire international (FMI); compilation du MAPAQ.

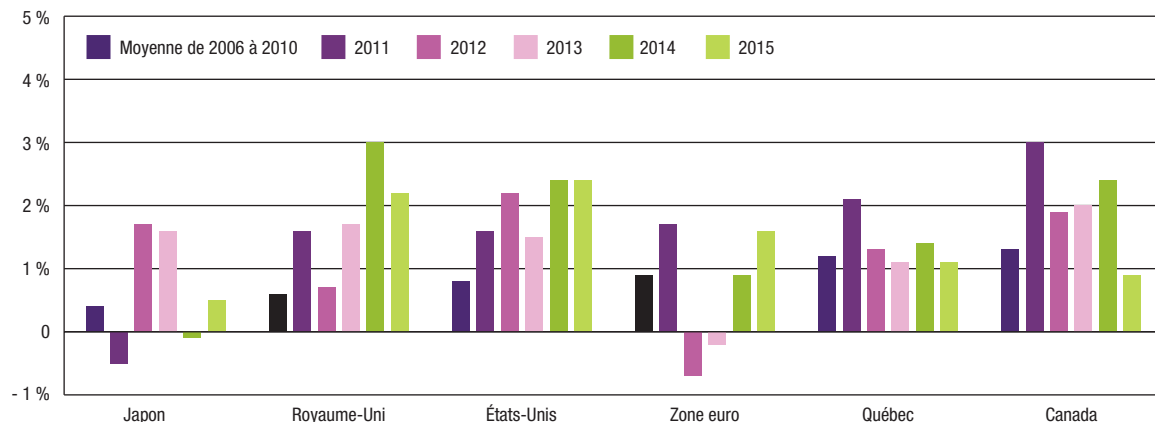
Une remontée de la croissance dans les économies développées depuis deux ans

Dans les économies développées, la reprise est modeste depuis la récession de 2008-2009, mais elle s'est améliorée petit à petit en 2014 et en 2015. Elle affiche ainsi un rythme de croissance plus élevé comparativement à la moyenne des dix dernières années.

En 2015, les États-Unis ont présenté une conjoncture économique des plus favorables parmi les principales économies développées, avec un PIB qui a crû de 2,4 %. Cela constitue une bonne nouvelle pour le Québec, car ce marché représente la principale destination de ses exportations internationales, tant du point de vue des activités bioalimentaires que de celui de l'ensemble des industries. Dans la zone euro, la hausse de la consommation de biens et de services a été alimentée par la baisse du prix des produits pétroliers et les bas taux d'intérêt, ce qui a prolongé le redressement amorcé en 2014. Rappelons que la zone euro avait traversé, en 2012 et en 2013, une récession provoquée par la crise de la dette souveraine de certains de ses pays membres.

Moins touchée par la récession mondiale que d'autres économies développées, l'économie canadienne a cependant été pénalisée en 2015 par la chute du prix du pétrole, surtout dans les provinces productrices. Le Québec, bien que moins affecté en 2009 par la récession que l'ensemble du Canada, affiche des augmentations inférieures à la moyenne canadienne depuis le début des années 2010. Les taux de croissance au Canada et au Québec en 2015 se sont respectivement chiffrés à 0,9 % et à 1,1 %.

FIGURE 2 TAUX DE CROISSANCE DU PIB RÉEL, CERTAINS PAYS DÉVELOPPÉS ET LE QUÉBEC



Source : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, FMI ; compilation du MAPAQ.

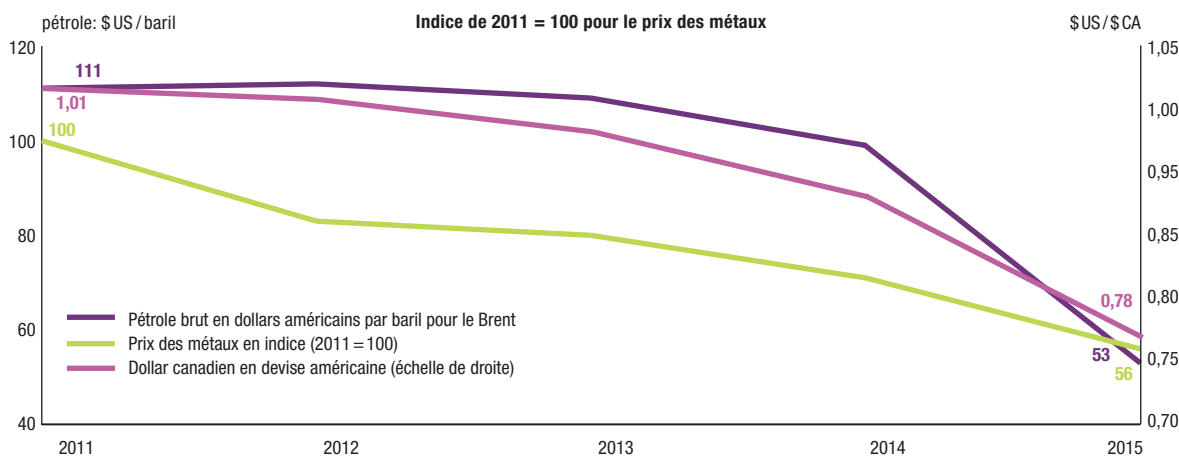
Un repli des prix des produits de base et du huard en 2015

Les cours des métaux ont baissé en 2015 en raison du ralentissement de la demande chinoise, laquelle représente la moitié de la demande mondiale, et d’une forte augmentation de l’offre. Quant aux cours du pétrole, ils ont également diminué, principalement à cause de la vigueur de l’offre et des inquiétudes suscitées par l’avenir de la demande globale.

Cette situation s’est accompagnée d’une appréciation significative du dollar américain vis-à-vis de la majorité des autres devises, ce qui a exercé une pression additionnelle à la baisse sur les prix internationaux des matières premières, exprimés en dollars américains.

Pour ce qui est de l’évolution du huard, on a assisté à un repli notable de sa valeur par rapport à la devise américaine depuis 2013. Cette dépréciation a favorisé les exportations vers les États-Unis, mais a aussi limité l’importation de certains biens d’investissement comme le matériel et l’outillage. Le coût plus élevé des produits alimentaires importés des États-Unis a, de son côté, influencé à la hausse le prix des aliments, surtout au dernier trimestre de 2015.

FIGURE 3 VALEUR DU DOLLAR ET PRIX MONDIAUX DU PÉTROLE ET DES MÉTAUX, MOYENNES ANNUELLES



Source : FMI; compilation du MAPAQ

1.2 LA CONJONCTURE BIOALIMENTAIRE

Dans l'ensemble, la conjoncture bioalimentaire se caractérise par l'ajustement de la production agricole mondiale en réponse aux sommets de prix sans précédent des grains, des oléagineux et de la viande rouge, provoqués par différents chocs ponctuels au cours des récentes années.

Du point de vue du secteur bioalimentaire québécois, le repli du huard par rapport à la devise américaine et le redressement de l'économie aux États-Unis ont constitué sans doute des éléments de contexte économique favorables. Pour les producteurs du Québec, ce repli a atténué la baisse des prix de référence en dollars américains, une fois exprimés en devises canadiennes.

Les exportations internationales ont augmenté de 23 % depuis deux ans, principalement en raison des ventes à destination des États-Unis. Dans la mesure où les produits transformés représentent les trois quarts des exportations bioalimentaires du Québec, ce qui est bon pour les exportations constitue un bon signal pour les livraisons manufacturières, du moins pour ce qui est des récentes années. Après avoir plafonné durant trois ans, les livraisons du secteur de la transformation bioalimentaire se sont redressées en 2014 et en 2015¹.

Les récoltes mondiales abondantes encore au rendez-vous

Pour une troisième année consécutive en 2015, les conditions climatiques ont favorisé des récoltes mondiales abondantes pour les principaux grains et oléagineux. Les volumes récoltés ont ainsi étiré le repli des prix internationaux de référence amorcé en 2013.

Cette situation contraste avec celle qui avait cours au tournant des années 2010, alors que des conditions météorologiques défavorables avaient affecté les récoltes de plusieurs pays producteurs importants. Cela a été notamment le cas pour le blé récolté en 2010. Aux États-Unis, après deux années de mauvais rendements à l'hectare pour le maïs, la pire sécheresse en cinquante ans avait, pour sa part, sévèrement affecté la récolte américaine de cette denrée en 2012. Ces conditions avaient mené, de 2010 à 2012, à une flambée des prix internationaux des grains et des oléagineux ainsi que des coûts de l'alimentation animale pour les éleveurs.

L'ampleur des volumes récoltés depuis 2013 a permis non seulement de répondre à la demande, mais aussi de regarnir les stocks mondiaux de grains et d'oléagineux. Ce contexte a mis fin à la flambée des prix et favorisé leur repli graduel au cours des trois dernières années.

¹ Selon les estimations du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ)

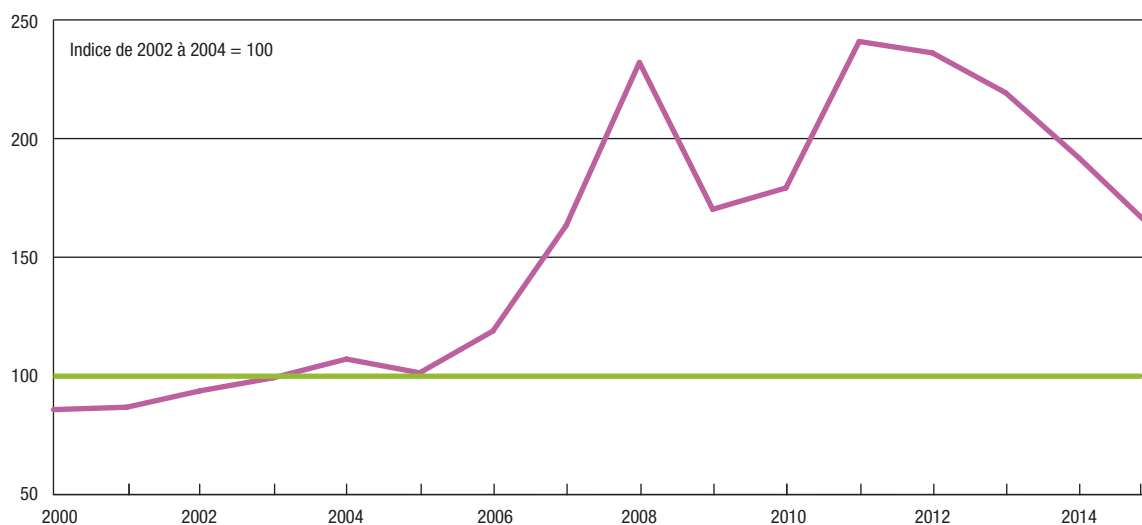
TABLEAU 1 SITUATION MONDIALE DES PRINCIPALES CÉRÉALES, DES GRAINS ET DES OLÉAGINEUX, 2010 À 2015, EN MILLIONS DE TONNES

BLÉ	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Production	649,3	696,6	658,3	715,4	725,5	732,3
Consommation/utilisation	653,9	697,5	679,0	698,3	704,9	709,4
Stock de report	198,7	197,8	177,1	194,1	214,6	237,6
MAÏS	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Production	835,5	889,8	869,5	991,4	1009,7	969,6
Consommation/utilisation	852,8	885,0	864,6	949,3	979,4	967,8
Stock de report	123,1	127,9	132,7	174,8	205,1	207,0
SOYA	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Production	263,9	239,6	268,8	282,8	318,6	320,2
Consommation/utilisation	254,3	255,5	268,6	275,7	303,1	318,5
Stock de report	70,4	54,5	54,7	61,7	77,1	78,9

Source : Département de l'agriculture des États-Unis (USDA), *World Agricultural Supply and Demand Estimates* (WASDE); compilation du MAPAQ

Il est à noter que la conjoncture céréalière ne remet pas en cause le relèvement structurel des prix qui s'est opéré au milieu des années 2000. Comme l'indique la figure 4, l'indice du prix mondial des céréales de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) est en fait revenu, en 2015, à ce qu'il était avant le sommet ponctuel causé par les mauvaises conditions observées de 2010 à 2012. Dans l'ensemble, les prix mondiaux étaient, en 2015, supérieurs de plus de 60 % à ceux observés au début des années 2000.

FIGURE 4 ÉVOLUTION DE L'INDICE DU PRIX MONDIAL DES CÉRÉALES DE LA FAO DE 2000 À 2015



Source : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO); compilation du MAPAQ.

Au Québec, les conditions locales de l'offre et de la demande ainsi que le repli du dollar canadien ont fait en sorte qu'au cours de l'année 2015, le prix du maïs s'est en général maintenu par rapport à 2014. En outre, le volume moins important récolté à l'automne 2014 au Québec a réduit l'offre locale disponible, et ce, jusqu'à la récolte plus abondante de l'automne 2015.

Viande rouge : un redressement de la production de porcs et du cheptel de bovins aux États-Unis

Rappelons d'abord que les prix de référence nord-américains de la viande rouge ont atteint un sommet en 2014, en raison de la chute de la production américaine de porc provoquée par la diarrhée épidémique porcine (DEP) et d'un creux cyclique du cheptel américain de bovins. Ce creux avait notamment été accentué par des années de mauvaises conditions des pâturages et les coûts élevés de l'alimentation animale, à la suite de la flambée du prix des grains.

Ces prix records payés aux éleveurs, la fin de la montée des coûts de l'alimentation animale et l'endiguement de la DEP ont mené à un relèvement de 7 % de la production américaine de porc en 2015 de même qu'à la première expansion du cheptel américain de bovins en près de dix ans, de l'ordre de 3 %. Ces conditions ont mis fin au sommet des prix, plus rapidement dans le cas du porc et plus graduellement dans le cas des bovins, dont le cycle d'engraissement est plus long.

Par ailleurs, dans un contexte marqué par des prix historiquement élevés, le ralentissement économique dans les pays émergents et la force du dollar américain par rapport à la plupart des autres devises, la demande outre-mer de viande bovine a quelque peu ralenti en 2015. En effet, selon les estimations de l'United States Department of Agriculture (USDA), le volume du commerce mondial de viande bovine a reculé de 4 %.

Reflet de ces conditions nord-américaines et, de façon plus large, à l'échelle internationale, l'indice du prix mondial des viandes de la FAO s'est replié en 2015 après le sommet record enregistré l'année précédente.

FIGURE 5 ÉVOLUTION DE L'INDICE DU PRIX MONDIAL DES VIANDES DE LA FAO DE 2000 À 2015



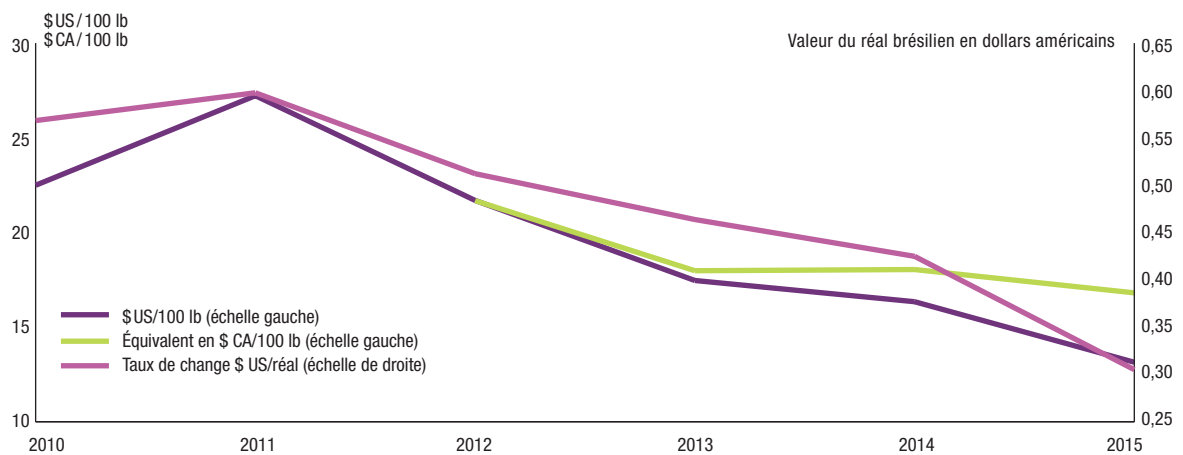
Source : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO); compilation du MAPAQ.

Une légère diminution du prix mondial du sucre exprimé en dollars canadiens

Le sucre est l'un des principaux produits alimentaires importés au Québec et constitue un ingrédient important pour plusieurs entreprises de transformation bioalimentaire. À ce propos, la production mondiale de sucre a diminué de 2 % en 2015. Cette réduction est attribuable à une plus grande part de la production brésilienne de canne à sucre destinée à la fabrication d'éthanol, à de moins bons rendements à l'hectare en Inde et à la diminution des superficies de production en Chine et dans l'Union européenne.

En raison des stocks mondiaux accumulés au cours des récentes années, cette baisse de la production de sucre n'a pas entraîné une hausse de son prix en 2015. Le prix mondial exprimé en dollars américains a plutôt diminué en raison de la dépréciation du réal brésilien, la devise du plus important pays producteur et exportateur de sucre. Pour les importateurs du Québec, le recul du dollar canadien en 2015 a effacé une large part de la baisse du prix mondial du sucre en dollars américains, comme cela a été le cas en 2014.

FIGURE 6 ÉVOLUTION DU PRIX MONDIAL DU SUCRE BRUT DE 2010 À 2015



Source : Intercontinental Exchange de New York, Banque du Canada, Réserve fédérale des États-Unis; compilation du MAPAQ.

1.3 LES POLITIQUES ET LES ACCORDS COMMERCIAUX

Les accords commerciaux établissent un cadre pour les règles en matière de commerce des produits agricoles et alimentaires. À cet égard, la section qui suit présente les faits saillants de l'année 2015-2016.

A. LA CONCLUSION D'ACCORDS COMMERCIAUX DE LIBRE-ÉCHANGE AU COURS DE L'ANNÉE 2015-2016

PARTENARIAT TRANSPACIFIQUE

Le 4 février 2016, les douze pays membres du Partenariat transpacifique (PTP)² ont officiellement signé cet accord.

Dès son entrée en vigueur, le PTP prévoit des réductions tarifaires importantes pour les produits bioalimentaires canadiens. Par exemple, le Japon éliminera près de 32 % de ses tarifs douaniers sur les produits agricoles et agroalimentaires et 66 % de ceux liés aux produits de la mer. Le Vietnam, quant à lui, éliminera 31 % de ses tarifs douaniers sur les produits agricoles et agroalimentaires et 83 % de ceux ayant trait aux produits de la mer. Au terme de la période de mise en œuvre de cet accord, plusieurs produits, comme le sirop d'érable, la très vaste majorité des fruits et légumes frais ou congelés et le crabe des neiges congelé, seront libres de droits dans tous les pays membres du PTP.

La mise en œuvre du PTP se soldera également par un accès supplémentaire au marché canadien pour tous les produits sous gestion de l'offre³ en provenance des autres pays membres du PTP.

Notons que le PTP entrera en vigueur lorsque l'ensemble des pays membres auront ratifié l'entente ou après deux ans lorsqu'au moins 6 pays représentant 85 % du PIB du PTP l'auront fait.

ACCORD ÉCONOMIQUE ET COMMERCIAL GLOBAL ENTRE LE CANADA ET L'UNION EUROPÉENNE

Le 5 août 2014, le Canada et l'Union européenne (UE) ont officiellement conclu les négociations de l'Accord économique et commercial global (AECG). Toutefois, le 29 février 2016, les représentants du Canada et de l'UE ont annoncé avoir procédé à des modifications au texte de l'AECG, notamment pour le règlement des différends entre investisseurs et État. La traduction du texte de l'Accord dans les 23 autres langues officielles du Canada et de l'UE est en cours, en vue de sa ratification et de son entrée en vigueur, ce qui pourrait avoir lieu au cours de la prochaine année. Rappelons que l'AECG prévoit, dès son entrée en vigueur, l'élimination de 93,6 % des tarifs douaniers agricoles et de 96,0 % des tarifs douaniers des produits de la mer.

AUTRES ACCORDS

Le 14 juillet 2015, les gouvernements canadien et ukrainien ont annoncé la fin des négociations relatives à l'Accord de libre-échange Canada-Ukraine (ALECU).

Dès l'entrée en vigueur de l'ALECU, l'Ukraine éliminera la plupart de ses droits de douane agricoles et tous les droits de douane sur les poissons et les fruits de mer.

De plus, le 21 juillet 2015, le Canada et Israël ont annoncé la conclusion d'un accord de libre-échange Canada-Israël (ALECI) élargi et modernisé, ce qui permettra notamment de diminuer ou d'abolir les droits de douane sur plusieurs produits bioalimentaires. L'ALECI était en vigueur depuis 1997.

2 Australie, Brunei, Canada, Chili, États-Unis, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour et Vietnam

3 Produits laitiers, œufs, poulet, dindon, œufs d'incubation de poulets de chair.

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DE L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC) : LE «PAQUET DE NAIROBI»

Du 15 au 19 décembre 2015 s'est déroulée à Nairobi, au Kenya, la 10^e conférence ministérielle des pays membres de l'OMC, qui s'est conclue sur un accord, appelé «paquet de Nairobi», qui concerne notamment l'élimination des subventions à l'exportation. Les points adoptés touchent trois éléments établis dans le cadre du Programme de Doha pour le développement, lancé en 2001. Il s'agit de la concurrence à l'exportation, de la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire et d'un mécanisme de sauvegarde spéciale en faveur des pays en développement membres de l'OMC.

Pour le Canada, la décision la plus importante du «paquet de Nairobi» est celle qui se rapporte à l'élimination des subventions destinées à l'exportation. Selon l'OMC, une partie des exportations canadiennes de produits laitiers correspond à la définition des subventions à l'exportation.

L'engagement pris à Nairobi stipule que les pays développés devront éliminer immédiatement les subventions à l'exportation. Toutefois, cet engagement prévoit un délai supplémentaire conditionnel pour les pays développés qui s'appliquera au Canada, à la Norvège et à la Suisse. Ces pays auront jusqu'à la fin de 2020 pour mettre un terme à leurs subventions⁴.

Quant aux pays en développement, ils devront éliminer leurs subventions à l'exportation d'ici la fin de 2018. Certaines dispositions prévoient aussi un délai supplémentaire pour que ces pays puissent se conformer à cette décision, soit d'ici la fin de 2022.

Concernant la concurrence à l'exportation, l'entente de Nairobi comporte également des mesures relatives au financement de l'exportation (crédits à l'exportation, cautionnement des crédits à l'exportation et programmes d'assurance). Finalement, cette décision permet d'encadrer l'octroi d'une aide alimentaire ainsi que la mise en place d'organismes publics de stockage et d'un mécanisme de sauvegarde spéciale pour les pays en développement. Ces éléments leur permettront de mettre en œuvre des programmes de réserves alimentaires à des fins de sécurité alimentaire ainsi que d'augmenter temporairement leurs droits de douane. Cette décision devra être guidée par des indicateurs fondés sur les critères de la sécurité alimentaire, de la garantie des moyens d'existence et du développement.

B. LES NÉGOCIATIONS EN COURS

Le gouvernement canadien poursuit toujours ses négociations avec l'Inde, le marché commun de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), le Guatemala, le Salvador, le Nicaragua, le Maroc, la République dominicaine, le Costa Rica⁵ et les membres de l'OMC.

Au sein même du Canada, les provinces et les territoires ainsi que le gouvernement fédéral ont décidé d'entreprendre un renouvellement en profondeur de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI). Les négociations sur ce sujet ont été entamées en janvier 2015 et les parties espèrent en arriver à un accord de principe au printemps 2016.

⁴ «Paquet de Nairobi», «Concurrence à l'exportation» (WT/MIN [15]/45 — WT/L/980).

⁵ Négociations visant à moderniser l'Accord de libre-échange Canada-Costa Rica, qui est en vigueur depuis 2002.

C. LES LITIGES

MESURES AMÉRICAINES D'ÉTIQUETAGE DU PAYS D'ORIGINE (EPO)

Le 18 mai 2015, l'organe d'appel de l'OMC a publié son rapport sur la mise en conformité de l'étiquetage du pays d'origine. Pour une quatrième fois, l'OMC a conclu que les mesures d'EPO étaient incompatibles avec les obligations commerciales des États-Unis et a recommandé à ces derniers de les rendre conformes. Cette procédure d'appel constituait le dernier recours possible pour les États-Unis. Un arbitre de l'OMC avait alors déterminé que le niveau des mesures de rétorsion que le Canada pouvait appliquer concernant l'EPO était de 1,05 G\$ CA annuellement (227,8 M\$ US pour le Mexique).

Cette décision de l'OMC a permis d'accélérer le processus du côté américain. Les autorités américaines ont finalement inclus la mesure d'abolition de l'EPO dans le Consolidated Appropriations Act. L'entrée en vigueur de ce projet de loi en décembre 2015 est venue mettre un terme aux mesures relatives à l'étiquetage du pays d'origine pour le porc et les bovins, mettant ainsi fin au litige impliquant le Canada, le Mexique et les États-Unis.

D. LES INITIATIVES CANADA — ÉTATS-UNIS

Les initiatives du Conseil de coopération Canada-États-Unis en matière de réglementation (CCR) ont pour objectif d'améliorer la transparence et la coordination entre ces deux pays sur le plan de la réglementation. En mai 2015, 16 ministères et organismes fédéraux ont publié des énoncés de partenariat en ce qui a trait à la réglementation et des plans de travail pour l'année 2015, dont l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA), Pêches et Océans Canada et Environnement Canada.



CHAPITRE 2

LA DEMANDE ALIMENTAIRE



La demande des consommateurs québécois pour les produits alimentaires continue d'évoluer quant au déplacement des lieux d'achats alimentaires. Ce déplacement modifie l'environnement d'affaires des commerçants.

2.1 UNE DEMANDE ALIMENTAIRE DE PLUS EN PLUS PARTAGÉE

La demande soutenue par la hausse des prix alimentaires

La demande alimentaire québécoise pour 2015 est estimée à 40,1 G\$ (tableau 3), ce qui représente un accroissement de 3,4 % par rapport à la valeur de 2014. Au Canada, la demande alimentaire a augmenté de 3,2 % pour atteindre 195,9 G\$. Ces croissances sont attribuables à la montée des prix des produits alimentaires dans l'ensemble du Canada par rapport à 2014. En effet, les prix des aliments se sont accrus de 3,5 % en 2015 au Québec, alors que ceux des boissons alcoolisées ont bondi de 3,0 % (tableau 2). Au Canada, le coût des aliments et des boissons alcoolisées a grimpé de 3,7 % et de 2,3 % respectivement.

TABLEAU 2 HAUSSE DES PRIX ALIMENTAIRES AU QUÉBEC ET AU CANADA EN 2014 ET 2015

RÉGIONS	CATÉGORIES	2014	2015
Québec	Aliments	2,2 %	3,5 %
Québec	Boissons alcoolisées	0,2 %	3,0 %
Canada	Aliments	2,3 %	3,7 %
Canada	Boissons alcoolisées	0,8 %	2,3 %

Source : Statistique Canada, IPC, CANSIM tableau 326-0020; compilation du MAPAQ.

La valeur de la demande alimentaire est tributaire de la progression des prix⁶ des aliments et des boissons achetés dans les magasins et les restaurants. En termes réels, la demande alimentaire québécoise a connu une croissance inférieure à 1 % pour atteindre 32,9 G\$ en 2015. Notons que la population québécoise a augmenté d'à peine 0,6 % au cours de cette période. De plus, le manque de vigueur de l'économie en général et la poussée des prix alimentaires ont sans doute incité les ménages à être prudents et à revoir leur budget consacré à l'alimentation.

TABLEAU 3 RÉPARTITION DE LA DEMANDE ALIMENTAIRE AU QUÉBEC EN 2015

DEMANDE ALIMENTAIRE 40,1 G\$ (+ 3 %)				
COMMERCE ALIMENTAIRE DE DÉTAIL 25,9 G\$ (+ 4 %)		AUTRE CIRCUITS DE DISTRIBUTION 0,7 G\$ (+ 30 %)	SERVICES ALIMENTAIRES 13,5 G\$ (+ 2 %)	
MAGASINS D'ALIMENTATION* 20,3 G\$ (+ 1 %)	AUTRES MAGASINS 5,6 G\$ (+ 15 %)		RESTAURATION COMMERCIALE 10,8 G\$ (+ 2 %)	RESTAURATION NON COMMERCIALE 2,7 G\$ (+ 2 %)

* : Valeur des ventes des produits alimentaires seulement.

Source : Statistique Canada, Restaurant Canada et fsStrategy; compilation et estimations du MAPAQ.

6 Les principaux déterminants de la valeur de la demande domestique pour les produits alimentaires sont les suivants : la population, la croissance des revenus, les préférences des consommateurs et les prix relatifs des aliments et des boissons dans les magasins et les restaurants.

2.1.1 COMMERCE DE DÉTAIL : LA MIGRATION DES ACHATS ALIMENTAIRES VERS LES MAGASINS NON TRADITIONNELLEMENT ALIMENTAIRES SE POURSUIT

En 2015, les ventes totales de produits alimentaires dans le commerce de détail ont progressé de 3,6 %, affichant une valeur estimée à 25,9 G\$. Cette croissance s'est surtout manifestée dans les magasins non traditionnellement alimentaires (Costco, Walmart, etc.) avec une hausse de 15 %, alors que les ventes de produits alimentaires des magasins d'alimentation (supermarchés, dépanneurs, etc.) ont augmenté de 1 % (tableau 4). La faible évolution des ventes des magasins d'alimentation s'explique par une migration des achats alimentaires vers les magasins de marchandises diverses tels que Costco, Walmart et Dollarama. Les données disponibles à l'échelle canadienne confirment la poursuite de ce mouvement au pays en 2015 (tableau 5). Néanmoins, parmi les magasins d'alimentation, les dépanneurs affichent de très bons résultats avec un accroissement des ventes de 7 %. Au total, les ventes de produits alimentaires ont permis aux magasins d'alimentation et aux autres magasins du secteur de réaliser des chiffres d'affaires de 20,3 G\$ et de 5,6 G\$ respectivement en 2015.

TABLEAU 4 ESTIMATIONS DES VENTES DE PRODUITS ALIMENTAIRES DANS LE COMMERCE DE DÉTAIL AU QUÉBEC SELON LES TYPES DE MAGASINS, 2014 ET 2015 (G\$)

TYPES D'ÉTABLISSEMENTS	2014	2015	VARIATION 2015/2014	VARIATION RÉELLE (EN VOLUME)
Commerce alimentaire de détail	25,0	25,9	4 %	0 %
Magasins d'alimentation	20,1	20,3	1 %	- 3 %
Autres magasins (ex. : Costco)	4,9	5,6	15 %	11 %

Variation réelle : variation des ventes une fois l'effet des prix (inflation) soustrait de la valeur des ventes.
Source : Statistique Canada; compilation et estimations du MAPAQ.

Par ailleurs, la vigueur des ventes en 2015 est attribuable à l'augmentation des prix, qui a été de 3,8 % pour les aliments et de 3,3 % pour les boissons alcoolisées achetées au magasin. La preuve est que les ventes en valeur réelle révèlent plutôt une stabilité en 2015 par rapport à 2014.

Bien que le commerce de détail s'approprie la grande majorité des ventes alimentaires, d'autres circuits de distribution sont de plus en plus populaires chez les consommateurs québécois, à savoir les marchés publics, les kiosques à la ferme, les paniers biologiques, etc. Au Québec, cette popularité s'est traduite par une hausse des ventes de 30 % en 2015 par rapport à 2014 pour atteindre une valeur estimée à 685 millions de dollars.

À l'échelle canadienne, la même tendance se manifeste : les concurrents des magasins d'alimentation traditionnels, tels que les magasins de marchandises diverses, ont un taux de croissance des ventes alimentaires supérieur.

TABLEAU 5 VENTES DE PRODUITS ALIMENTAIRES DANS LE COMMERCE DE DÉTAIL AU CANADA SELON LES TYPES DE MAGASINS, 2014 ET 2015 (G\$)

TYPES D'ÉTABLISSEMENTS	2014	2015	VARIATION 2015/2014
Commerce alimentaire de détail	117,1	121,0	3 %
Magasins d'alimentation	93,9	95,9	3 %
Magasins de produits de santé et de soins personnels	1,9	2,0	3 %
Magasins de marchandises diverses (ex. : Walmart)	17,6	19,7	12 %
Autres magasins (ex. : stations-service)	3,7	3,4	- 8 %

Source : Statistique Canada, CANSIM tableau 080-0022; compilation du MAPAQ.

Malgré une certaine maturité du marché des ventes alimentaires, les détaillants ont connu une bonne année 2015 avec une hausse de leurs chiffres d'affaires. D'ailleurs, plusieurs d'entre eux ont poursuivi l'amélioration de leur magasin. Somme toute, le commerce alimentaire de détail représente un secteur d'importance, puisque ses ventes comptent pour près du quart des ventes de tout le commerce de détail québécois.

2.1.2 RESTAURATION : DES VENTES QUI AUGMENTENT SURTOUT GRÂCE À LA RESTAURATION RAPIDE ET AUX SERVICES DE RESTAURATION SPÉCIAUX

Dans le secteur des services alimentaires, les recettes ont progressé de 2 % pour atteindre une valeur estimée à 13,5 G\$ (tableau 6). Le chiffre d'affaires de la restauration commerciale s'élève à 10,8 G\$, affichant une hausse de 2 % par rapport à 2014. La croissance provient essentiellement des ventes de la restauration à service restreint (restauration rapide, cafétérias, cafés-restaurants, etc.) ainsi que des services de restauration spéciaux (traiteurs, cantines mobiles, etc.). Ainsi, ces deux segments ont augmenté leurs ventes de 5 % et de 4 % respectivement, tandis que les ventes ont stagné, pour une deuxième année consécutive, dans la restauration à service complet. À l'opposé, les recettes des débits de boissons alcoolisées ont atténué les résultats du secteur en affichant un recul des ventes de 8 %. Cette contraction, qui se poursuit depuis l'année 2013, s'explique en partie par la diminution du nombre d'établissements qui s'est produite à la suite de divers changements sociaux (habitudes de consommation, loi portant sur l'alcool au volant, etc.).

Les recettes de la restauration non commerciale, quant à elles, ont été estimées à 2,7 G\$, ce qui représente une croissance de 2 % par rapport à l'année précédente.

TABLEAU 6 RECETTES DANS LA RESTAURATION AU QUÉBEC SELON LES TYPES DE RESTAURANTS, 2014 ET 2015 (G\$)

TYPES D'ÉTABLISSEMENTS	2014	2015	VARIATION 2015/2014	VARIATION RÉELLE (EN VOLUME)
Total, services alimentaires (HRI)	13,3	13,5	2 %	- 1 %
Restauration commerciale	10,6	10,8	2 %	- 1 %
Restaurants à service complet	5,3	5,4	0 %	- 2 %
Restaurants à service restreint	3,9	4,1	5 %	2 %
Services de restauration spéciaux	0,8	0,8	4 %	1 %
Débits de boissons alcoolisées	0,6	0,5	- 8 %	- 10 %
Restauration non commerciale	2,7	2,7	2 %	- 1 %

Variation réelle : variation des ventes une fois l'effet des prix (inflation) soustrait de la valeur des ventes.
Source : Statistique Canada, Restaurant Canada et fsStrategy; compilation et estimations du MAPAQ.

En 2015, les hausses de prix de 2,8 % pour les aliments et de 1,7 % pour les boissons alcoolisées achetés dans les restaurants ne sont pas étrangères à la bonne tenue des ventes dans ce secteur. En termes réels, les ventes des services alimentaires traduisent plutôt une baisse de 1 %.

À l'échelle canadienne, à l'exception des restaurants à services complets qui ont majoré leurs ventes de 3 % en 2015, la situation ressemble au Québec (tableau 7).

TABLEAU 7 RECETTES DANS LA RESTAURATION COMMERCIALE AU CANADA SELON LES TYPES DE RESTAURANTS, 2014 ET 2015 (G\$)

TYPES D'ÉTABLISSEMENTS	2014	2015	VARIATION 2015/2014
Restauration commerciale (R)	57,6	60,0	2 %
Restaurants à service complet	25,1	25,9	3 %
Restaurants à service restreint	25,3	26,8	6 %
Services de restauration spéciaux	4,9	5,1	4 %
Débites de boissons alcoolisées	2,3	2,2	- 5 %

Source : Statistique Canada, CANSIM tableau 355-0006; compilation du MAPAQ.

Dans l'ensemble, le secteur de la restauration québécoise a réussi à augmenter son chiffre d'affaires. Bien sûr, il se métamorphose peu à peu avec un achalandage qui augmente dans les restaurants à service rapide et chez les traiteurs, qui ralentit dans les restaurants à service complet et qui diminue dans les établissements servant en majorité des boissons alcoolisées.

2.2 L'INFLUENCE EXERCÉE PAR LE PRIX DE CERTAINS ALIMENTS

Une accentuation de la hausse des prix amorcée en 2014

En raison des prix élevés des viandes, spécialement de la viande de bœuf, la progression de 3,5 % des prix des aliments au Québec a été singulière en 2015 (tableau 8). Il faut remonter à 2011 pour constater une augmentation de cette ampleur. Dans le cas des boissons alcoolisées, l'accroissement a été de 3,0 %, un taux jamais vu depuis 2001. En ce qui a trait à l'ensemble des prix à la consommation (inflation), la croissance a été plus modeste, à savoir 1,1 %, notamment en raison de la baisse des coûts de l'énergie et du carburant.

TABLEAU 8 CROISSANCE (%) DES PRIX ALIMENTAIRES AU QUÉBEC, 2015

INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION (ENSEMBLE DES BIENS ET SERVICES)	1,1
Aliments et boissons non alcoolisées	3,5
Aliments achetés au magasin :	3,8
Viande de bœuf	15,7
Viande de porc	5,8
Légumes frais	5,3
Fruits frais	4,9
Volaille	4,8
Café et thé	4,4
Produits céréaliers	3,4
Œufs	3,0
Graisses et huiles	1,2
Produits de boulangerie	1,3
Sucre et confiseries	1,0
Boissons non alcoolisées	0,9
Produits laitiers	0,7
Poisson	0,1
Aliments achetés au restaurant	2,8
Boissons alcoolisées	3,0

Source : Statistique Canada, IPC, CANSIM tableau 326-0020; compilation du MAPAQ.

La croissance des prix alimentaires a été plus vigoureuse pour les aliments achetés dans les magasins (+ 3,8 %) que pour ceux achetés dans les restaurants (+ 2,8 %). C'est le cas également pour les boissons alcoolisées, qui présentent une progression des prix de 3,3 % dans les magasins et de 1,7 % dans les restaurants.

Les aliments ayant le plus contribué à la poussée des prix sont le bœuf (+ 16 %), le porc (+ 6 %), les légumes frais (+ 5 %), les fruits frais (+ 5 %) et la volaille (+ 5 %). D'autres aliments ont contribué modérément à la hausse, notamment le café et le thé (+ 4 %), les produits céréaliers (+ 3 %), les œufs (+ 3 %) et les boissons alcoolisées (+ 3 %). À cette envolée des prix du bœuf s'ajoute le fait qu'aucun groupe d'aliments n'a montré un fléchissement des prix en 2015.

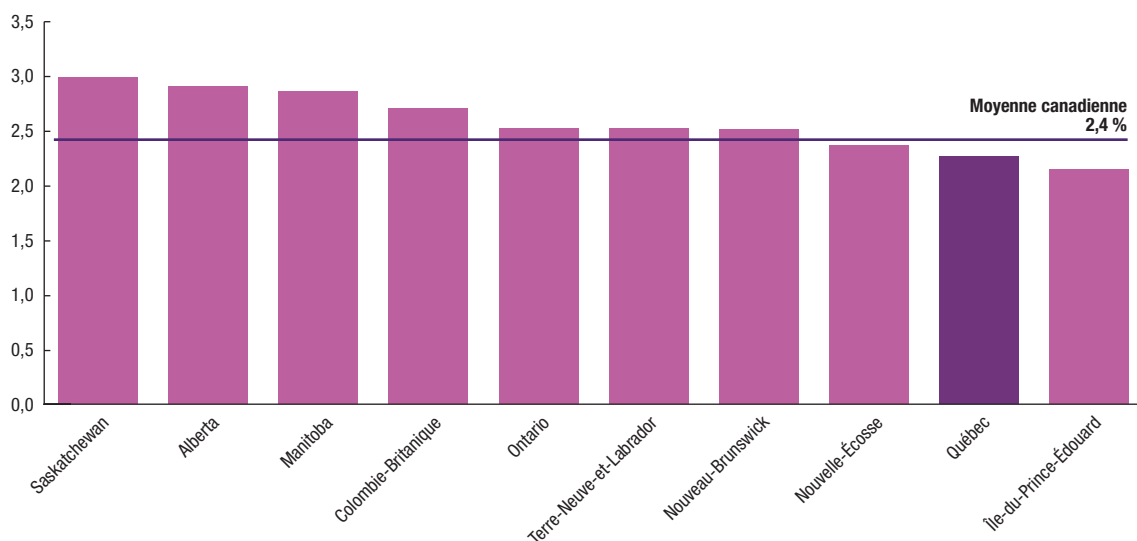
L'augmentation du prix de la viande de bœuf s'explique par la faiblesse de l'offre, qui n'a pu répondre à la demande. Dans le cas de la viande de porc et de la volaille, le contexte nord-américain de production, jumelé à une demande croissante des consommateurs, qui se sont tournés vers ces viandes en raison du prix élevé du bœuf, a entraîné les prix à la hausse. Pour les boissons alcoolisées, l'augmentation est attribuable à la poussée des prix de la bière achetée au magasin (+ 5,6 %), qui s'explique notamment par l'accroissement du prix minimum fixé par la loi et de la taxe de vente perçue en magasin. Un autre facteur est l'impact inflationniste qu'a eu le repli du dollar canadien par rapport à la devise américaine sur les produits importés tels que les fruits et légumes ainsi que les boissons alcoolisées. En contrepartie, la faiblesse du huard a attiré les acheteurs de viande des autres pays, ce qui a exercé une pression haussière sur la demande et les prix de vente au Canada.

Les mêmes tendances observées au Canada

Dans l'ensemble, la vigueur des prix des aliments au Canada a atteint 3,7 % et celui des boissons alcoolisées, 2,3 %. Ces taux sont supérieurs à celui de l'IPC (+ 1,1 %), tandis que la croissance des prix des aliments achetés en magasin (+ 4,1 %) a été plus élevée que celle des aliments achetés dans les restaurants (+ 2,7 %). Aux États-Unis, les prix alimentaires ont progressé de 1,8 %; c'est une hausse plus faible qu'au Canada qui s'explique principalement par la force de la devise américaine.

À l'échelle du pays, le Québec fait bonne figure, car la croissance des prix alimentaires est demeurée sous la moyenne canadienne (figure 7).

FIGURE 7 CROISSANCE (%) DES PRIX DES ALIMENTS AU CANADA ET PAR PROVINCE, MOYENNE DE 2013 À 2015



Source : Statistique Canada, IPC, CANSIM tableau 326-0020; compilation du MAPAQ.

2.3 UNE PROGRESSION DANS LE SECTEUR TERTIAIRE POUR L'EMPLOI ET LE PIB

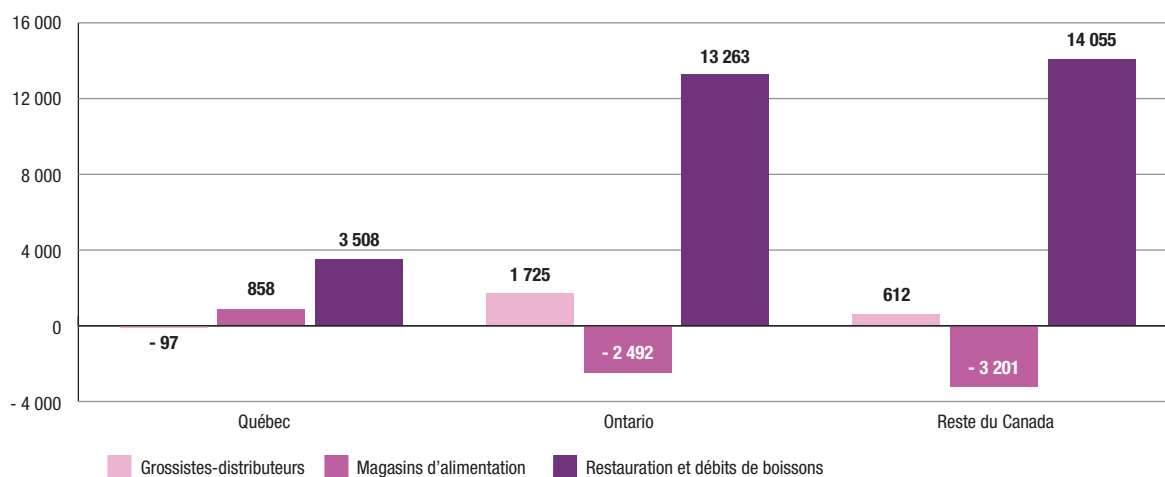
Globalement, le secteur tertiaire bioalimentaire, qui réunit le commerce alimentaire et les services alimentaires, affichait un PIB réel de 12,6 G\$ en 2015, ce qui représentait une hausse de 2,4 % par rapport à 2014. Bien que la demande alimentaire en termes réels soit plutôt stagnante, cette croissance de l'activité économique dans ce maillon de la chaîne bioalimentaire est attribuable à d'autres facteurs.

Premièrement, l'emploi a enregistré des gains de 1,2 %. Ce maillon procure ainsi 75 % des emplois de toute l'industrie bioalimentaire québécoise. Deuxièmement, la vigueur des ventes réelles des magasins non traditionnellement alimentaires, qui auraient dépassé 10 % en 2015, est aussi un facteur important à considérer. Finalement, les investissements réalisés par les grands détaillants comme Walmart (supercentres), Loblaws (Provigo Le Marché, Maxi, etc.), et Metro en sol québécois ont également concouru au développement du secteur tertiaire en 2015.

Une croissance de l'emploi dans le secteur tertiaire grâce au secteur de la restauration

Le nombre d'emplois chez les grossistes alimentaires au Québec a légèrement fléchi de 0,3 % (- 97 emplois) pour s'établir à 27 665. Par contre, dans les magasins d'alimentation, la tendance à la baisse amorcée depuis la crise économique a pris fin avec des gains de 858 emplois en 2015. Il s'agit d'une croissance de 0,7 % qui a porté le nombre total à 127 240 emplois. En comparaison, l'emploi dans les magasins d'alimentation a diminué de 1,4 % en Ontario et s'est contracté de 1,6 % dans le reste du Canada.

FIGURE 8 GAINS ET PERTES D'EMPLOI AU QUÉBEC, EN ONTARIO ET DANS LE RESTE DU CANADA EN 2015



Source : Statistique Canada, CANSIM tableau 281-0024; compilation du MAPAQ.

Dans les restaurants et les débits de boissons, le nombre de travailleurs a augmenté (+ 1,7 %; + 3 508 emplois) jusqu'à 211 370. Certains sous-secteurs d'activités ont fortement contribué à la création d'emplois. C'est le cas de la restauration à service complet et à service restreint, qui a offert 2 460 emplois de plus en 2015, ainsi que des services de restauration spéciaux (ex. : traiteurs), qui ont gagné 1 525 emplois. Ces résultats sont à l'image de la croissance des ventes notée dans ces secteurs.

Par contre, le secteur des débits de boissons alcoolisées a poursuivi sa descente amorcée en 2010 avec des pertes de 475 emplois en 2015. Comme nous l'avons décrit précédemment, les ventes ainsi que le nombre d'entreprises de ce secteur sont en baisse au Québec. En Ontario (+ 3,6 %) et dans le reste du Canada (+ 3,3 %), les débits de boissons alcoolisées ont plutôt enregistré des gains au chapitre de l'emploi.

TABLEAU 9 ÉVOLUTION DE L'EMPLOI DANS LE SECTEUR TERTIAIRE EN 2015

AU QUÉBEC

TYPES D'ÉTABLISSEMENTS	NOMBRE	CROISSANCE	PERTE/GAIN
Grossistes-distributeurs alimentaires	27 665	- 0,3 %	- 97
Magasins d'alimentation :	127 241	0,7 %	858
Épiceries, supermarchés et dépanneurs	103 926	0,2 %	254
Services de restauration et débits de boissons :	211 371	1,7 %	3 508
Services de restauration spéciaux	12 011	14,6 %	1 526
Débits de boissons alcoolisées	13 829	- 3,3 %	- 475
Restaurants à service complet et à service restreint	185 531	1,3 %	2 458

EN ONTARIO

TYPES D'ÉTABLISSEMENTS	NOMBRE	CROISSANCE	PERTE/GAIN
Grossistes-distributeurs alimentaires	47 284	3,8 %	1 725
Magasins d'alimentation :	177 192	- 1,4 %	- 2 492
Épiceries, supermarchés et dépanneurs	141 210	- 2,6 %	- 3 698
Services de restauration et débits de boissons :	386 561	3,6 %	13 263
Services de restauration spéciaux	31 879	2,5 %	776
Débits de boissons alcoolisées	9 715	- 4,9 %	- 497
Restaurants à service complet et à service restreint	344 967	3,9 %	12 984

RESTE DU CANADA

TYPES D'ÉTABLISSEMENTS	NOMBRE	CROISSANCE	PERTE/GAIN
Grossistes-distributeurs alimentaires	37 618	0 %	48
Magasins d'alimentation :	198 621	- 2 %	- 3 201
Épiceries, supermarchés et dépanneurs	158 172	- 3 %	- 4 424
Services de restauration et débits de boissons :	442 468	3 %	14 055
Services de restauration spéciaux	29 159	- 4 %	- 1 058
Débits de boissons alcoolisées	21 444	- 2 %	- 433
Restaurants à service complet et à service restreint	391 865	4 %	15 545

Source : Statistique Canada, CANSIM tableau 281-0024; compilation du MAPAQ.

En somme, en 2015, le secteur tertiaire a contribué de façon notable à l'emploi et au PIB de l'industrie bioalimentaire.



CHAPITRE 3

LES PERFORMANCES DE LA TRANSFORMATION BIOALIMENTAIRE



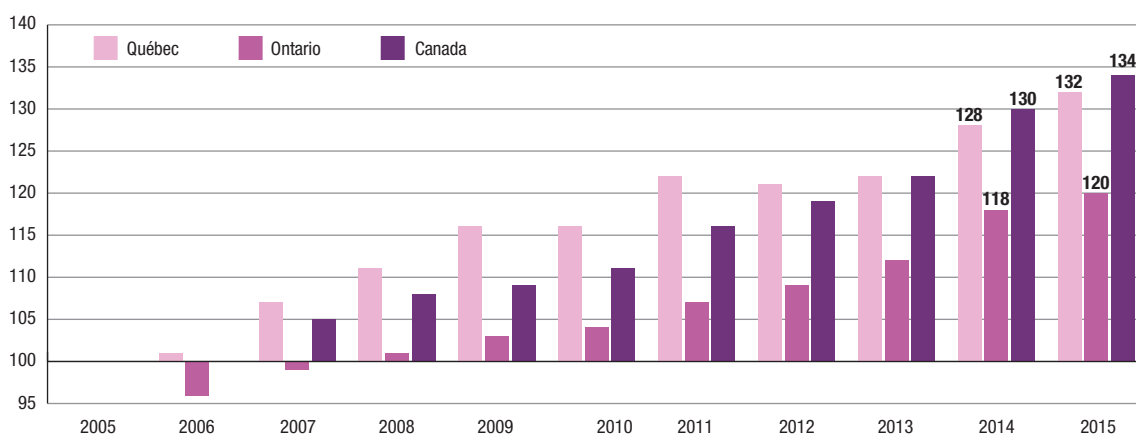
L'industrie québécoise de la transformation bioalimentaire, aussi désignée sous le nom de « fabrication des aliments, des boissons et du tabac », a dû composer, depuis quelques années, avec une demande alimentaire relativement stable sur le marché domestique. Pour favoriser leur croissance, les fabricants bioalimentaires se sont souvent tournés vers les marchés extérieurs, où la progression est plus forte. Les exportations ont alors augmenté, particulièrement depuis le début de la décennie, ce qui a soutenu le développement de cette industrie. Les données de l'année 2015 confirment la poursuite de cette tendance.

3.1 L'ÉVOLUTION DES LIVRAISONS MANUFACTURIÈRES

Au Québec, les livraisons manufacturières⁷ du secteur de la fabrication des aliments, des boissons et du tabac ont augmenté de 3,6 % en 2015 pour atteindre 25 G\$. La hausse des prix de vente de 3,1 %⁸ des aliments transformés explique en grande partie cette progression. Au Canada et en Ontario, la croissance a été plus faible, soit de l'ordre de 3,3 % et de 1,8 % par rapport à 2014, ce qui a permis d'atteindre des valeurs de livraisons manufacturières de 107,2 G\$ et de 40,6 G\$ respectivement en 2015.

Au cours de la période de 2005 à 2015, les livraisons manufacturières au Québec ont connu une augmentation de 32,3 %, ce qui représente une hausse annuelle moyenne de 2,8 %. Le Québec s'est ainsi distingué de l'Ontario par une meilleure croissance depuis 2005. Toutefois, depuis 2011, le rythme de croissance s'est atténué au Québec pour se situer à 2,0 % par année. En Ontario, le taux d'augmentation est de 3,0 % depuis 2011.

FIGURE 9 ÉVOLUTION DE LA VALEUR DES LIVRAISONS MANUFACTURIÈRES DE LA FABRICATION DES ALIMENTS, DES BOISSONS ET DU TABAC, QUÉBEC, ONTARIO ET CANADA, DE 2005 À 2015 (INDICE DE 2005 = 100)



Source : Statistique Canada; estimations et compilation du MAPAQ.

Une évolution du secteur des aliments qui se distingue de celle du secteur des boissons

En 2015, la valeur des livraisons en ce qui a trait à la fabrication des aliments a augmenté de 3,6 % pour atteindre 21,2 G\$, ce qui est un peu plus que la croissance annuelle moyenne de 3,2 % observée au cours des dix dernières années. Un fait intéressant est que les croissances des ventes manufacturières sont plus élevées que la progression des prix observée en 2015 (+ 3,1 %) et au cours de la période de dix ans étudiée (+ 2,7 %). Il en découle que la production manufacturière réelle (sans l'effet des prix) poursuit sa montée amorcée en 2005.

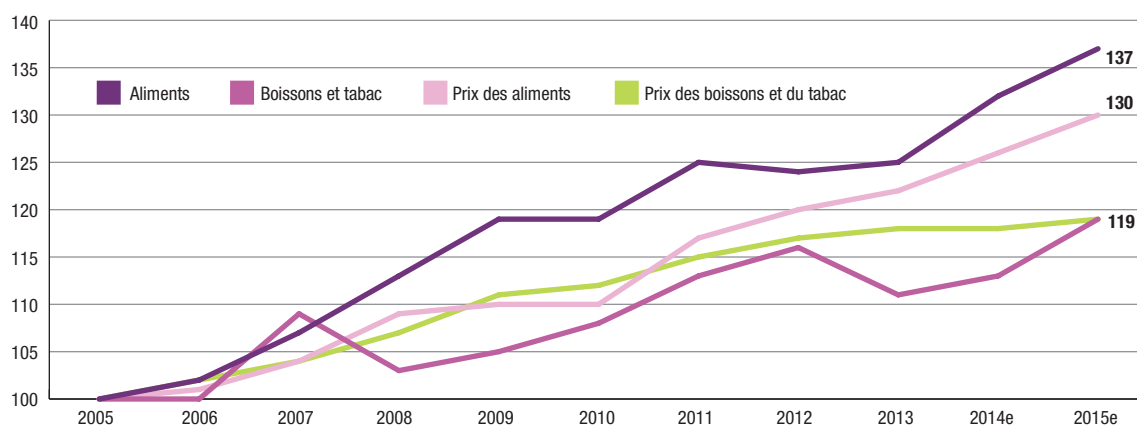
7 Statistique Canada a revu sa méthodologie d'estimation des valeurs de livraisons manufacturières et a publié en décembre 2015 les valeurs pour 2012 et 2013. Pour les 2 dernières années, soit 2014 et 2015, les valeurs devaient être publiées au cours de l'été. Les données fournies dans le présent document pour ces années sont des estimations de MAPAQ.

8 Il s'agit de l'indice des prix des produits industriels (IPPI) de Statistique Canada disponible seulement pour l'ensemble du Canada et non par province.

Certains secteurs auraient davantage contribué à la croissance des volumes produits⁹. Le premier secteur serait celui de la mise en conserve de fruits et de légumes ainsi que de la fabrication de spécialités alimentaires¹⁰, dont les valeurs des ventes estimées auraient augmenté de plus de 10,0 %, alors que les prix de vente n'ont progressé que de 2,0 %. Toujours selon notre estimation, le deuxième secteur serait celui de la fabrication d'autres aliments¹¹ avec une hausse de près de 8,0 % dans les ventes manufacturières et de seulement 2,4 % dans les prix de vente en 2015.

Par ailleurs, les secteurs des produits laitiers et des produits de viande, représentant près de 50 % de la valeur des livraisons pour ce qui est de la fabrication des aliments, continuent d'occuper une place prépondérante. Toutefois, en 2015, leurs livraisons manufacturières ont affiché une faible croissance de 0,3 % en ce qui concerne la fabrication des produits de viande et une baisse de 1,0 % pour la transformation des produits laitiers.

FIGURE 10 ÉVOLUTION DE LA VALEUR DES LIVRAISONS MANUFACTURIÈRES ET DES PRIX DE LA FABRICATION DES ALIMENTS, DES BOISSONS ET DU TABAC AU QUÉBEC DE 2005 À 2015 (INDICE 2005=100)



Source : Statistique Canada; estimations et compilation du MAPAQ.

Une situation plus mitigée pour la fabrication des boissons et du tabac

En ce qui concerne la fabrication des boissons et du tabac, la valeur des livraisons manufacturières a augmenté de 4,0 % en 2015 pour s'établir à 3,9 G\$. Lorsque le tabac est exclu, le taux de croissance augmente jusqu'à 5,5 %. Comme les prix de vente de ces produits transformés ont crû de seulement 1,0 %, les volumes ont augmenté cette année pour les boissons et le tabac.

Toutefois, au cours des dix dernières années, la situation était tout autre. En effet, si l'on enlève la valeur des livraisons de tabac¹², estimée à environ 1,1 G\$, on constate que celle des boissons croît au taux annuel moyen de 1,8 %, soit au même rythme que les prix. Cela revient à dire que le secteur des boissons maintient tout juste son volume de production depuis 2005. La consommation canadienne de bière par habitant, qui a baissé de 10 % entre 2005 et 2014, a sûrement ralenti la croissance du secteur. Or, les brasseries représentent environ 55 % des livraisons manufacturières de l'industrie des boissons au Québec.

⁹ Les changements majeurs dans l'estimation des livraisons de la fabrication de sucre et de confiseries en 2013 qui nous apparaissent trop importants ne permettent pas de se prononcer sur ce secteur.

¹⁰ Cette classe comprend les établissements dont l'activité principale est la congélation de fruits et de légumes; la fabrication de plats principaux et de plats d'accompagnement congelés à partir de divers ingrédients sauf les fruits de mer.

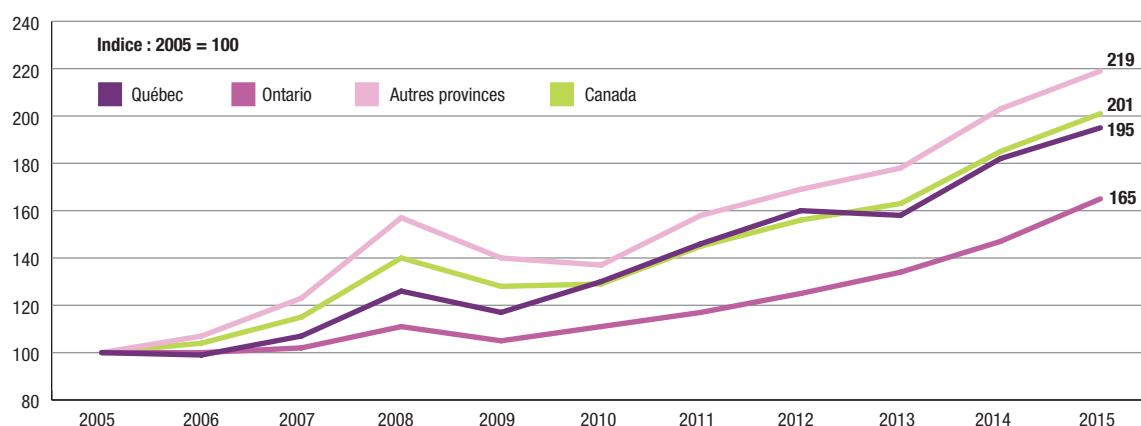
¹¹ Ce groupe comprend les établissements qui ne figurent dans aucun autre groupe et dont l'activité principale est la fabrication d'aliments. Il s'agit de la fabrication d'aliments à grignoter, de café et de thé, de sirops et de concentrés aromatisants, d'assaisonnements et de vinaigrettes.

¹² À noter que nous estimons que la valeur des livraisons de l'industrie du tabac a été stable sur la période à environ 1,1 G\$ alors que les prix augmentaient de plus de 5 % par année. Les valeurs de ce secteur sont agrégées à celles des boissons pour respecter la confidentialité.

3.2 LES EXPORTATIONS : DÉBOUCHÉS POUR LES ENTREPRISES QUÉBÉCOISES

Les exportations internationales du secteur bioalimentaire québécois sont constituées de produits transformés dans une proportion d'environ 80 %. En 2015, elles ont augmenté de 7 % pour atteindre 7,5 G\$. Cette croissance est inférieure à celle du Canada (9 %), des autres provinces (8 %), ainsi qu'à celle de l'Ontario (13 %). De 2005 à 2015, les exportations bioalimentaires ont crû plus rapidement dans les autres provinces (119 %), principalement celles de l'Ouest canadien, favorisées par la hausse des prix des céréales et des oléagineux, et de manière moins forte en Ontario (65 %) et au Québec (95 %).

FIGURE 11 ACCROISSEMENT DES EXPORTATIONS BIOALIMENTAIRES AU QUÉBEC, EN ONTARIO ET DANS LE RESTE DU CANADA, DE 2005 À 2015



Source : Global Trade Atlas; compilation du MAPAQ.

De 2014 à 2015, alors que les exportations québécoises de produits agricoles des cultures et de l'élevage baissaient de 8,0 %, celles des aliments et des boissons augmentaient de 11,5 %. Cette dernière augmentation est supérieure à la croissance moyenne de 6,2 % de la période de 2005 à 2015.

Les exportations québécoises de café, de thé et de leurs produits (+ 55 %), de préparations de cacao (+ 36 %), de viande bovine (+ 32 %) et de volaille (+ 27 %), de confiseries à base de sucre (+ 22 %) ainsi que de fruits, de légumes et de leurs préparations (+ 23 %) se distinguent par leur rapide progression en 2015. Toutefois, les diminutions de 8 % observées dans la viande porcine, le principal secteur d'exportation (19 % du total) et les boissons (autres que les jus), et celle de 7 % dans les oléagineux non transformés ont freiné la croissance totale sur la même période.

En 2015, la valeur des exportations internationales de viande porcine a diminué de 8 %, notamment à cause de l'embargo sur le porc canadien décrété par la Russie en août 2014. Heureusement, le marché américain absorbe une partie de la viande porcine qui était destinée au marché russe avant l'embargo.

Les États-Unis : toujours la principale destination des exportations bioalimentaires du Québec

La part des exportations bioalimentaires internationales du Québec vers les États-Unis est passée de 63 % en 2005 à 62 % en 2014 puis à 71 % en 2015. Pour plusieurs secteurs, notamment les secteurs sans production primaire, les États-Unis représentent quasiment le seul débouché sur les marchés extérieurs. En effet, la part des exportations vers les États-Unis est de 95 % ou plus pour les secteurs suivants : les préparations de cacao, les produits céréaliers, les boissons (autres que les jus), les confiseries à base de sucre, les animaux vivants de même que le café, le thé et leurs produits.

D'autres groupes de produits révèlent une forte dépendance du marché américain (de 70 % à 94 % de leurs exportations ont pour destination les États-Unis). Il s'agit des groupes suivants : les fruits et légumes et leurs préparations, les préparations alimentaires diverses, la viande de volaille, les poissons et fruits de mer, les aliments pour animaux, les produits oléagineux (surtout les huiles), la viande bovine et les produits divers. En 2015, ces groupes de produits représentaient 34 % de la valeur des exportations bioalimentaires du Québec.

TABLEAU 10 EXPORTATIONS BIOALIMENTAIRES DU QUÉBEC À L'INTERNATIONAL PAR GROUPE DE PRODUITS ET DESTINATIONS

GROUPE DE PRODUITS	EXPORTATIONS EN M\$ 2014	EXPORTATIONS EN M\$ 2015	RÉPARTITION 2015	VARIATION 2015/2014	ÉTATS-UNIS	JAPON	UE (28)	AUTRES PAYS
Total des produits bioalimentaires	7 010	7 497	100 %	7 %	71 %	6 %	5 %	18 %
Viande porcine	1 528	1 404	19 %	- 8 %	49 %	18 %	0 %	33 %
Préparations de cacao	760	1 032	14 %	36 %	98 %	0 %	0 %	1 %
Fruits et légumes et leurs préparations (y compris les jus)	597	733	10 %	23 %	81 %	1 %	12 %	6 %
Oléagineux non transformés (essentiellement fève de soja)	666	620	8 %	- 7 %	4 %	16 %	13 %	67 %
Préparations alimentaires diverses	483	583	8 %	21 %	82 %	0 %	4 %	14 %
Produits céréaliers	271	305	4 %	13 %	95 %	0 %	1 %	3 %
Produits de l'érable	295	339	5 %	15 %	63 %	8 %	22 %	7 %
Viandes de volaille	262	333	4 %	27 %	89 %	0 %	0 %	11 %
Poissons et fruits de mer	267	278	4 %	4 %	81 %	5 %	3 %	11 %
Boissons (autres que les jus)	272	250	3 %	- 8 %	95 %	0 %	1 %	4 %
Aliments pour animaux	171	210	3 %	22 %	70 %	3 %	6 %	22 %
Confiserie à base de sucre	174	213	3 %	22 %	99 %	0 %	0 %	1 %
Animaux vivants	141	155	2 %	10 %	99 %	0 %	0 %	0 %
Produits oléagineux (essentiellement huile de canola)	157	154	2 %	- 2 %	82 %	0 %	10 %	8 %
Café, thé et produits	97	150	2 %	55 %	99 %	0 %	1 %	0 %
Céréales non transformées	318	139	2 %	- 56 %	67 %	3 %	2 %	29 %
Viande bovine	98	129	2 %	32 %	88 %	3 %	2 %	6 %
Produits divers ¹³	117	128	2 %	10 %	73 %	3 %	11 %	13 %
Autres groupes bioalimentaires ¹⁴	336	332	4 %	- 1 %	46 %	5 %	16 %	34 %

Source : Global Trade Atlas; compilation du MAPAQ.

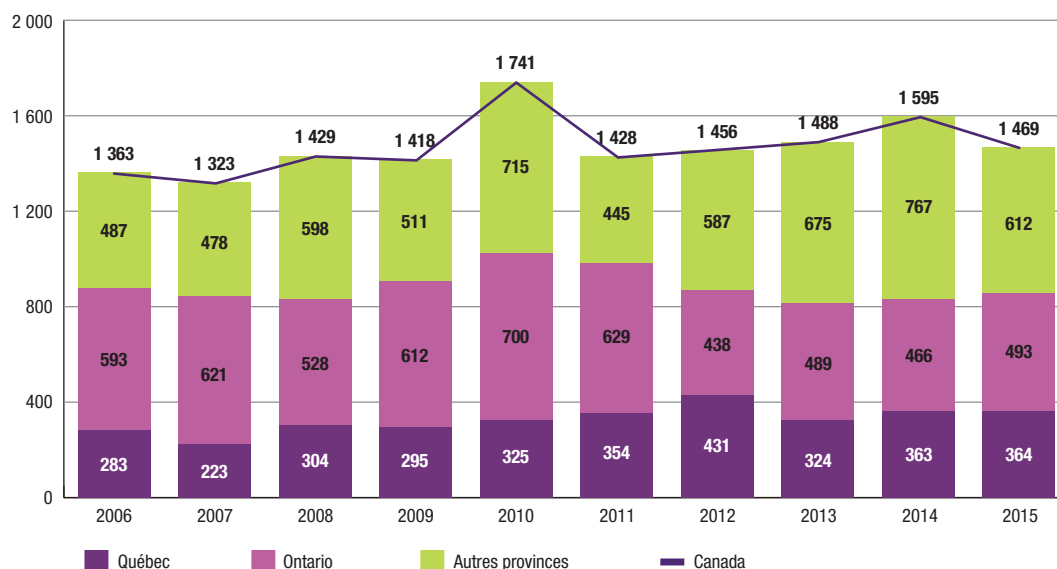
¹³ Comprend essentiellement : Huiles essentielles (41 M\$), gélatines et leurs dérivés (25 M\$), foins (14 M\$), dextrine, amidons et féculés (12 M\$), sucs et extraits végétaux (10 M\$), etc.

¹⁴ Comprend d'autres groupes de produits bioalimentaires dont les valeurs des exportations sont faibles, par exemple : produits laitiers; sous-produits animaux; horticulture ornementale; viandes autres que porc, bœuf et volaille; miel, etc.

3.3 LA STABILITÉ DES INVESTISSEMENTS DES FABRICANTS D'ALIMENTS AU QUÉBEC

Pour 2015, les intentions¹⁵ des fabricants d'aliments¹⁶ indiquent que les investissements seraient restés stables au Québec à environ 363 M\$, alors qu'ils auraient augmenté de 6 % en Ontario pour atteindre 493 M\$ et baissé de 20 % dans le reste du Canada jusqu'à 612 M\$. Par conséquent, les dépenses en immobilisations ont diminué de 8 % dans l'ensemble du Canada.

FIGURE 12 DÉPENSES EN IMMOBILISATION DANS LA FABRICATION DES ALIMENTS, QUÉBEC, ONTARIO ET AUTRES PROVINCES, 2006 À 2015 (M\$)



Source : Statistique Canada, Enquête sur les dépenses en immobilisation et Institut de la statistique du Québec.

Cette diminution est contraire à la tendance des dix dernières années. Depuis 2006, les investissements dans la fabrication d'aliments au Québec suivent une tendance haussière augmentant de 2,8 % par année, avec un sommet atteint en 2012, soit 431 M\$. Au Canada, la tendance est aussi à la hausse, mais de façon plus modérée, avec 0,8 %, alors qu'en Ontario les investissements ont diminué, au cours de la même période, d'environ 2,0 % par année.

Les fabricants du Québec accélèrent ainsi davantage leurs investissements que leurs concurrents des autres provinces depuis plusieurs années. Cela concorde avec les augmentations de la valeur et parfois des volumes des ventes des aliments et des boissons du Québec, observées au cours de cette période par rapport au Canada et à l'Ontario.

¹⁵ Statistique Canada indique que les informations de 2014 et 2015 sont à utiliser avec précaution.

¹⁶ Les investissements dans la fabrication de boissons ne sont pas disponibles.

3.4 UNE CROISSANCE DU PIB DANS LE SECTEUR DE LA FABRICATION DES ALIMENTS ET DES BOISSONS

Selon les données portant sur le PIB réel¹⁷, l'activité économique du secteur de la fabrication des aliments et des boissons a crû d'environ 1,3 % en 2015 pour atteindre une valeur estimée à 7,3 G\$. Cette croissance est supérieure à celle de l'ensemble du secteur manufacturier du Québec. Depuis 2007, le PIB de la transformation bioalimentaire a augmenté de 1,0 % par année, suivant le même rythme que celui de l'économie du Québec.

La croissance du PIB du secteur de la fabrication des aliments et des boissons en 2015 coïncide avec la hausse du nombre d'emplois de ce secteur, qui est passé de 61 900 à 62 700. Au cours de la période de 2007 à 2015, on a toutefois observé une légère baisse de 0,3 % en moyenne par année. Cette diminution du nombre de travailleurs traduit une amélioration de la productivité au fil du temps. L'accroissement des investissements et des quantités d'aliments fabriqués est à la base de ces bonnes performances.

Le secteur de la fabrication des aliments et des boissons représente ainsi un acteur dynamique de l'industrie bioalimentaire, en particulier dans le sous-secteur de la fabrication des aliments, qui se démarque avec une hausse annuelle moyenne de 1,9 % du PIB. Le secteur de la fabrication de boissons et de produits du tabac présente, quant à lui, une diminution de 1,1 %. La baisse du PIB des brasseries à un taux annuel moyen de 3,6 % entre 2007 et 2015 explique en partie cette évolution.

¹⁷ En dollars enchaînés de 2007.



LA RECHERCHE ET L'INNOVATION DANS LE SECTEUR BIOALIMENTAIRE AU QUÉBEC

La recherche-développement (R-D) est une activité très importante, puisqu'elle génère de nouvelles connaissances et constitue un maillon de la chaîne pouvant mener à l'innovation. La présente section offre un portrait de la R-D et de l'innovation pour le secteur agroalimentaire et le secteur des pêches et de l'aquaculture du Québec, selon les principaux acteurs de la R-D. Ce portrait est complété par un état des ressources financières et humaines qui lui sont consacrées, suivi de plusieurs exemples d'innovations effectuées dans ces secteurs.

La chaîne d'innovation en agroalimentaire inclut les organismes liés à la recherche fondamentale et appliquée, au transfert et à l'adaptation technologiques de même qu'à la diffusion des connaissances au Québec, soit les universités, les centres de recherche fédéraux, les centres de recherche et d'expertise, un centre de diffusion, un réseau de centres collégiaux de transfert de technologie et d'autres organismes.

La chaîne d'innovation du secteur des pêches et de l'aquaculture regroupe également plusieurs acteurs : un centre de recherche fédéral et huit universités québécoises actives au sein du regroupement stratégique Ressources aquatiques Québec, dirigé par l'Université du Québec à Rimouski. À ces organismes s'ajoutent deux centres de recherche et d'innovation voués au secteur des pêches et de l'aquaculture et cinq centres et organismes du secteur des sciences et des technologies marines et de celui de l'alimentation.

Toutes ces ressources gravitent autour des entreprises de l'agroalimentaire, des pêches et de l'aquaculture. Une grande collaboration est d'ailleurs prônée au sein de ces chaînes pour optimiser l'innovation.

A. LE RATIO DES DÉPENSES DE R-D PAR RAPPORT AU PIB DU SECTEUR AGROALIMENTAIRE DU QUÉBEC EN 2012 EST COMPARABLE À CELUI DE LA MOYENNE QUÉBÉCOISE DE TOUS LES SECTEURS

En 2013, les dépenses intra-muros de R-D dans le secteur agroalimentaire du Québec étaient évaluées à 179 M\$ et avaient diminué de 8 % par rapport au chiffre de 195 M\$ de 2009. Ces dépenses se répartissaient de la manière suivante :

- 79 M\$ par des entreprises, ce qui représentait une baisse de 25 % par comparaison avec les dépenses de 2009;
- 55 M\$ par l'État, principalement le gouvernement fédéral au Québec, un chiffre relativement stable depuis 2009;
- 45 M\$ par le secteur de l'enseignement supérieur, ce qui correspondait à une hausse de 20 % par rapport à 2009.

Depuis 1997, le gouvernement du Québec privilégie plutôt la recherche extragouvernementale en agroalimentaire et n'effectue presque plus de recherche intra-muros.

Pour relativiser cet effort de R-D dans l'économie agroalimentaire, un indicateur est couramment utilisé : le ratio DIRD sur le PIB agroalimentaire. Ce ratio illustre l'importance des dépenses intra-muros de recherche-développement par rapport à la taille de l'économie. Selon cet indicateur, l'effort de la recherche a aussi diminué relativement à l'importance de l'économie agroalimentaire, passant de 2,5 % en 2009 à 2,2 % en 2012. Au cours de cette période, ce ratio est en moyenne comparable à celui de la moyenne provinciale dans tous les secteurs.

B. LES RESSOURCES FINANCIÈRES ET HUMAINES CONSACRÉES À LA RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR AGROALIMENTAIRE

Financement de la recherche-développement : une augmentation de la part du gouvernement

La recherche en agroalimentaire¹⁸ est surtout financée par les gouvernements fédéral et provincial. Ce financement de l'État, qui s'élevait à 99 M\$ en 2013, a été relativement stable depuis 2009. Le soutien des gouvernements fédéral et provincial représentait 55 % des dépenses intra-muros de R-D en agroalimentaire (DIRD) en 2013, comparativement à 47 % en 2009.

En 2013, le gouvernement du Québec a investi 26 M\$ dans la R-D, en plus d'un montant de 13 M\$ correspondant à la valeur annuelle des crédits d'impôt relatifs à la recherche scientifique (RS) et au développement expérimental (DE) ainsi que de ceux concernant les services d'adaptation technologique. Le gouvernement du Canada a, pour sa part, investi 73 M\$, s'ajoutant aux crédits d'impôt liés à la RS et au DE qu'il accorde à cette industrie.

Dans le secteur des pêches et de l'aquaculture, le financement serait de l'ordre de 24 M\$ par année. Ce financement serait assumé par le gouvernement du Canada – Pêches et Océans Canada, Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada et Développement économique Canada – ainsi que par plusieurs ministères et organismes du gouvernement du Québec et le secteur privé. De cette somme, le MAPAQ investit plus de 5 M\$ par année dans le soutien à la recherche et à l'innovation.

Une diminution du personnel professionnel en R-D dans les entreprises du secteur agroalimentaire

La diminution des dépenses intra-muros en R-D dans les entreprises agroalimentaires au Québec a eu pour effet de diminuer l'emploi. En 2013, 481 professionnels équivalents temps plein étaient affectés à des activités de R-D au Québec, ce qui représentait une diminution de 39 % depuis 2009¹⁹.

18 Le secteur agroalimentaire inclut seulement l'agriculture, le soutien à l'agriculture et la fabrication d'aliments. Ce secteur exclut la fabrication de boissons et de produits du tabac puisque leurs données sont parfois confidentielles.

19 Source : Statistique Canada, Tableau CANSIM 358-0161 : Caractéristiques au titre de la recherche et développement dans les entreprises commerciales.

QUELQUES EXEMPLES D'INNOVATIONS FAVORISANT L'ESSOR DES SECTEURS DE L'AGROALIMENTAIRE, DES PÊCHES ET DE L'AQUACULTURE AU QUÉBEC

AGRICULTURE

- Dans la production laitière, une étude sur l'impact d'une régie de tarissement court a démontré qu'une régie de 35 jours permet d'obtenir du lait supplémentaire en fin de lactation. Du point de vue économique, cette régie semble avantageuse pour une ferme québécoise dont les coûts de production sont moyens, surtout si le producteur achète le quota supplémentaire pour la production additionnelle de lait.
- La filière porcine a dressé un plan stratégique innovant s'appuyant, entre autres, sur une veille sanitaire provinciale des maladies récurrentes, émergentes et à déclaration obligatoire. Une évaluation des risques liés à ces maladies et des points de transmission a amené l'élaboration de mesures de biosécurité, ainsi que de programmes de formation pour l'ensemble des maillons de la filière, de manière à contrer ces maladies.
- Plusieurs projets de recherche ont été réalisés au regard de l'optimisation des méthodes d'irrigation dans les productions de laitues, de fraises et de canneberges.
- La production de tomates de serre biologiques en bac s'est beaucoup développée au Québec, cette province étant considérée comme le leader canadien dans cette production.
- Des stratégies de lutte intégrée contre les ennemis des cultures, y compris l'élaboration de nouveaux outils de détection, ont été développées dans les productions maraîchères et fruitières.

TRANSFORMATION ALIMENTAIRE

- Une boisson fonctionnelle à base de jus d'argousier a été mise au point à l'intention des sportifs.
- Des produits de volaille riches en fibres, en probiotiques et en oméga-3 ont été développés.
- Un prototype d'équipement a été élaboré pour l'ensachement du fromage en grains.
- Une technologie européenne d'extrusion a été implantée dans le secteur des aliments pour animaux.

PÊCHE ET AQUACULTURE

- Des scientifiques ont démontré l'efficacité de nouvelles technologies de production et de gestion des effluents, maintenant utilisées par les entreprises piscicoles du Québec.
- Des équipes de recherche ont prouvé la faisabilité technico-économique de l'élevage de l'huître au Québec. Quatre entreprises maricoles ont par la suite lancé cette nouvelle production aux Îles-de-la-Madeleine.
- Des scientifiques ont démontré l'efficacité de nouveaux systèmes de contention du homard vivant, permettant d'accroître sa survie tout en maintenant sa qualité. L'industrie a commencé à planter cette technologie.
- Après des travaux d'adaptation technologique, des bateaux de pêche se sont dotés d'agrès de pêche ayant moins d'impact sur les habitats marins.
- Avec l'appui de scientifiques, des entreprises d'élevage en mer et de transformation des produits marins ont intégré des technologies innovantes assurant des gains en matière de productivité.



CHAPITRE 4

L'ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION AGRICOLE, DES PÊCHES ET DE L'AQUACULTURE



4.1 ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION AGRICOLE

Les conditions de marché décrites dans le premier chapitre ont marqué l'évolution des grandes variables du secteur agricole au Québec au cours des dernières années. Parmi les éléments les plus marquants, rappelons le relèvement structurel des prix des grains et des oléagineux au milieu des années 2000, qui s'est accompagné d'une flambée supplémentaire de 2010 à 2013 en raison de chocs ponctuels. Ce mouvement des prix des grains a exercé un effet direct sur les coûts de l'alimentation animale pour les éleveurs.

Soulignons également le sommet historique atteint par les prix du porc et des bovins en 2014, après des prix plutôt bas payés aux éleveurs durant la deuxième moitié des années 2000.

Un repli des recettes monétaires qui reflète la fin des sommets de prix exceptionnels

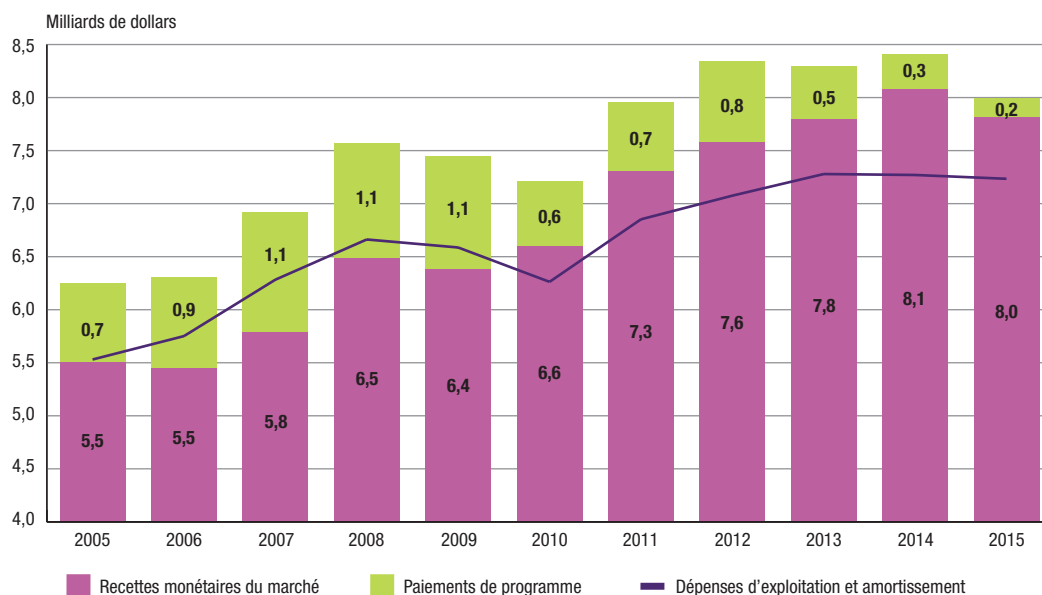
À compter de 2007, le relèvement structurel des prix des grains et des oléagineux s'est accompagné d'un relèvement des ventes agricoles, lesquelles correspondent aux recettes monétaires provenant du marché, comme l'illustre la figure 13. Les versements en paiements de programmes ont, pour leur part, atteint des sommets de 2007 à 2009, en raison notamment de la hausse majeure des coûts de production pour les éleveurs, entre autres au chapitre de l'alimentation animale.

Un autre mouvement à la hausse des ventes agricoles a été observé à compter de 2011, avec la flambée supplémentaire des prix des grains et, par la suite, la hausse des prix payés aux éleveurs, qui ont atteint un point culminant en 2014. Dans ce contexte, les paiements de programmes ont diminué à partir de 2013.

Les revenus agricoles de 2015 reflètent la fin des sommets de prix exceptionnels qui ont été successivement observés pour les producteurs de céréales et les éleveurs. En 2015, les recettes monétaires tirées du marché se sont repliées jusqu'à 8,0 G\$ en raison principalement d'un retour du prix du porc au niveau qu'il présentait avant le sommet provoqué par la DEP aux États-Unis. Avec des paiements de programmes d'un montant de 0,2 G\$, les recettes monétaires totales se sont chiffrées à 8,2 G\$ en 2015.

Il est à noter que, comme cela a été le cas au cours des récentes années, les revenus agricoles tirés du marché en 2015 ont, dans l'ensemble, permis de couvrir les dépenses d'exploitation et d'amortissement.

FIGURE 13 ÉVOLUTION DES REVENUS ET DES DÉPENSES AGRICOLES AU QUÉBEC DE 2005 À 2015



Source : Statistique Canada; compilation du MAPAQ.

Les recettes provenant des productions animales ont enregistré leur deuxième plus haut total à ce jour, malgré une réduction de 5 % en 2015

Les recettes monétaires provenant des productions animales se sont chiffrées à 5,3 G\$ en 2015, soit 5 % de moins que le sommet de 5,5 G\$ enregistré en 2014. Malgré ce repli, il s'agit de leur deuxième plus haut résultat à ce jour.

En particulier, la fin du sommet exceptionnel atteint pour le prix du porc s'est traduite, en 2015, par un retour des recettes monétaires provenant de cette production à ce qu'elles étaient en 2013, soit 1,3 G\$. Il s'agit d'une baisse de 18 % par rapport à 2014. N'eût été la dépréciation du dollar canadien, la baisse aurait été plus importante. Dans le cas de la production bovine, les recettes se sont accrues de 12 % pour atteindre un peu plus de 700 M\$. Le maintien du sommet des prix de référence nord-américains pour les bovins pendant une bonne partie de l'année et le recul du dollar canadien ont grandement favorisé cette augmentation.

La principale production animale au Québec, soit le secteur laitier, a, pour sa part, affiché des recettes monétaires de 2,2 G\$ en 2015, ayant subi une baisse de 2 %.

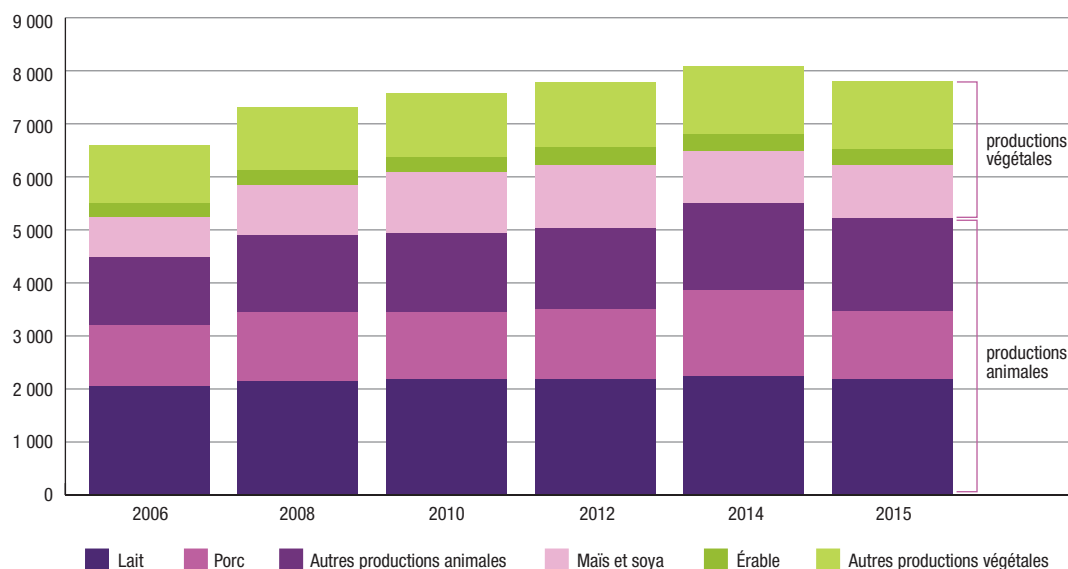
Des recettes tirées du marché qui se sont élevées à 2,7 G\$ en 2015 dans le secteur des cultures

Dans les productions végétales, les recettes monétaires provenant du marché se sont élevées à 2,7 G\$ en 2015, soit 2 % de plus qu'en 2014.

L'ampleur des volumes de maïs et de soya récoltés au Québec, à l'automne 2015, a contribué à maintenir à près de 1 G\$, soit presque le même niveau que celui de 2014, les ventes combinées de ces deux productions pour l'année 2015. En outre, ces productions ont affiché des rendements à l'hectare remarquables en 2015. Si le soya s'est généralement négocié à un prix inférieur au Québec, la disponibilité locale du maïs durant la première moitié de l'année et le repli du dollar canadien ont généralement maintenu le prix de cette denrée à ce qu'il était en 2014.

Quant aux recettes monétaires provenant des produits de l'érable, elles sont demeurées supérieures à 300 M\$ en 2015 pour une troisième année consécutive, malgré un repli de 5 %, se chiffrant ainsi à 303 M\$. Cette réduction des recettes correspond, à peu de chose près, à la baisse du volume récolté en 2015. Sujet à la volatilité des rendements, ce dernier s'est établi à 107 millions de livres après les deux plus importantes récoltes observées à ce jour, soit 120 millions de livres en 2013 et 114 millions de livres en 2014.

FIGURE 14 ÉVOLUTION DES RECETTES MONÉTAIRES AGRICOLES PROVENANT DU MARCHÉ AU QUÉBEC (M\$), DE 2010 À 2015



Source : Statistique Canada; compilation et estimations du MAPAQ.

Une stabilité pour les dépenses d'exploitation

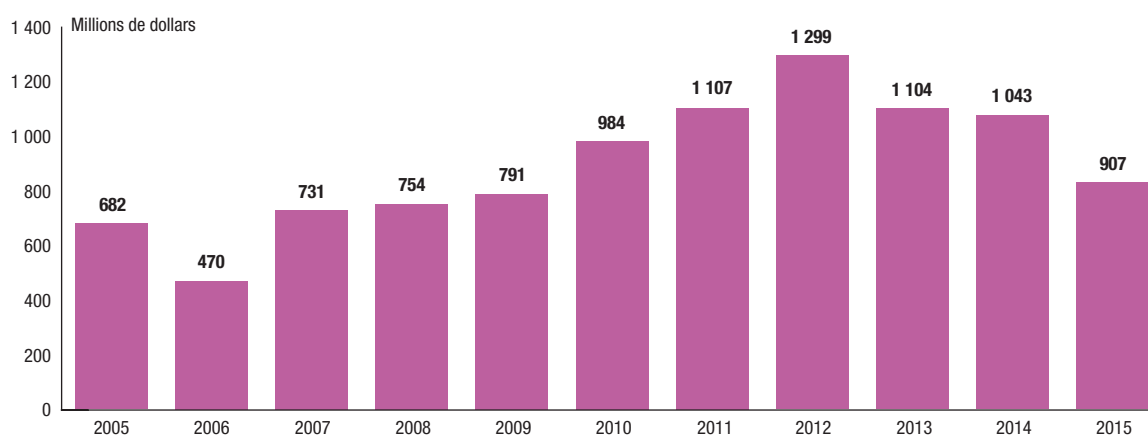
Se chiffrant à 6,5 G\$, les dépenses d'exploitation des entreprises agricoles au Québec sont demeurées à peu près stables en 2015, enregistrant une hausse inférieure à 0,5 %. Cette stabilité correspond à celle de l'indice des prix des intrants agricoles, qui est demeuré pratiquement le même. Parmi ses composantes, le prix des carburants a notamment diminué d'environ 20 %. Principal poste de dépenses agricoles au Québec avec 1,6 G\$, l'alimentation animale a, pour sa part, vu son coût connaître une diminution de l'ordre de 6 %. De leur côté, les producteurs du domaine des cultures ont néanmoins eu à composer avec une hausse d'environ 10 % du prix des engrais en 2015.

Une baisse du revenu agricole net avec la fin des sommets de prix exceptionnels

Les sommets exceptionnels de prix observés, d'abord de 2010 à 2013 pour les producteurs de grains et d'oléagineux et en 2014 pour les éleveurs, ont grandement favorisé la rentabilité du secteur agricole depuis le début de la décennie. Le revenu agricole net au Québec a ainsi dépassé le milliard de dollars durant quatre années consécutives.

Toutefois, avec la fin de ces sommets exceptionnels de prix, le revenu agricole net au Québec s'est établi à 907 M\$ en 2015. Bien qu'inférieur à celui des récentes années, il demeure supérieur au revenu observé au cours de la deuxième moitié des années 2000. De plus, comme nous l'avons illustré précédemment dans cette section, les revenus agricoles bruts tirés du marché ont de nouveau permis de couvrir les dépenses d'exploitation et d'amortissement en 2015, contrairement à la situation qui avait cours avant 2010.

FIGURE 15 ÉVOLUTION DU REVENU AGRICOLE NET²⁰ AU QUÉBEC DE 2005 À 2015 (M\$)



Source : Statistique Canada; compilation du MAPAQ.

Un deuxième meilleur résultat enregistré par les exportations agricoles

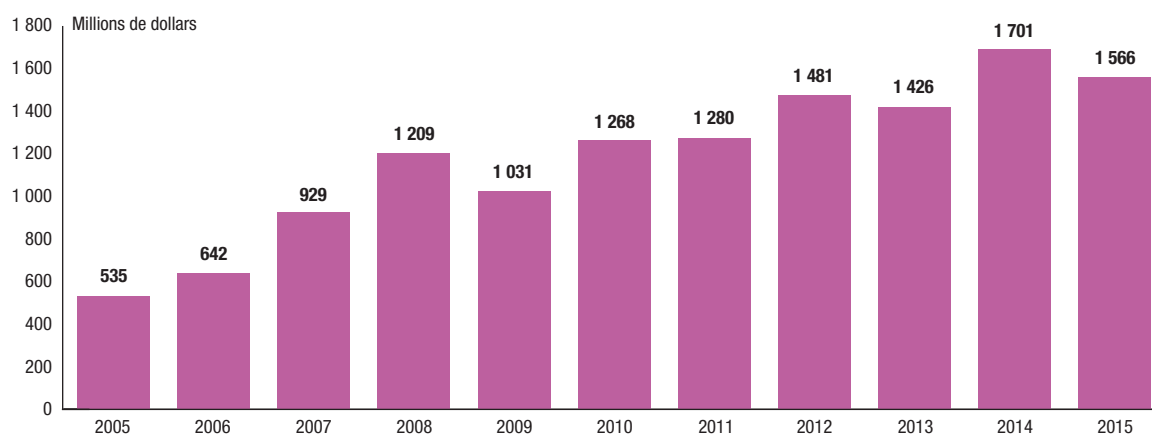
Les exportations de produits agricoles non transformés représentent environ le cinquième des exportations internationales de produits bioalimentaires du Québec. Leur valeur a atteint 1,6 G\$ en 2015, soit 8 % de moins qu'en 2014. Il s'agit néanmoins de leur deuxième plus haut résultat à ce jour.

Dans le cas du Québec, les produits proviennent majoritairement des secteurs des cultures agricoles. En ce sens, le repli des prix internationaux du soya a contribué pour une bonne part à cette réduction de la valeur des exportations en 2015.

20 Après l'amortissement et la valeur de la variation des stocks

Néanmoins, la valeur des exportations internationales de produits agricoles du Québec a triplé depuis 2005, à la faveur notamment du relèvement structurel des prix des grains et des oléagineux durant la deuxième moitié de la dernière décennie. Elle est passée de 535 M\$ en 2005 à 1,6 G\$ en 2015. Plus récemment, une croissance des exportations québécoises de produits provenant du secteur des légumes était également à souligner. Ces exportations ont doublé au cours des trois dernières années pour s'élever à 181 M\$ en 2015.

FIGURE 16 ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS INTERNATIONALES DE PRODUITS AGRICOLES AU QUÉBEC, DE 2005 À 2015 (M\$)



Source : Global Trade Atlas; compilation du MAPAQ.

Une croissance de 1,7 % de l'activité économique dans le secteur agricole

Le PIB du secteur des activités agricoles au Québec s'est chiffré à 3,6 G\$²¹ en 2015, ce qui correspond à une hausse de 5,3 %. Cette augmentation est plus élevée que le rythme annuel de 1,7 % observé depuis 2007²². Au cours de cette période, c'est le secteur des cultures agricoles qui a été le moteur de cette croissance, avec un rythme annuel de 2,6 %. Pour sa part, le PIB des productions animales a progressé à un taux inférieur à 1,0 %.

Dans l'ensemble, la croissance du PIB du secteur agricole au cours des dernières années s'est opérée alors que l'emploi se maintenait ou connaissait de légères baisses. En ce sens, elle dénote des gains de productivité pour le secteur durant cette période.

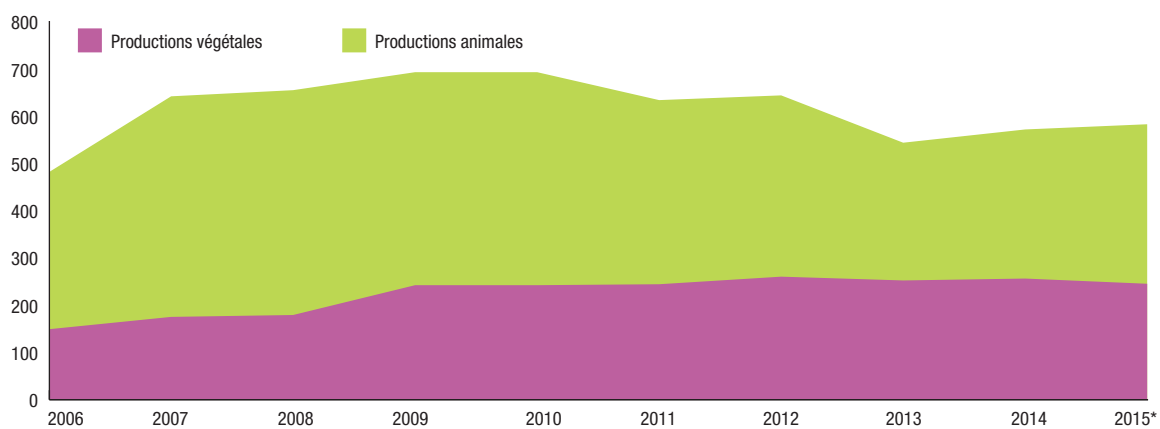
Marqué par la flambée des coûts de l'alimentation animale et la force du dollar canadien, le contexte a été généralement peu propice à la croissance de la production dans les secteurs d'élevage durant cette période. Les investissements dans les productions animales au Québec ont d'ailleurs affiché un repli marqué au tournant des années 2010, à un point tel que cela s'est traduit par une baisse des investissements dans l'ensemble du domaine agricole.

Toutefois, des données provisoires recueillies à compter de 2014 indiquent l'amorce d'un redressement des investissements dans les productions animales, avec la fin de la flambée de la période de 2010 à 2013 pour ce qui est des coûts de l'alimentation animale et les prix de vente favorables payés aux éleveurs.

21 En dollars enchaînés de 2007

22 Année à partir de laquelle les données sur cette base sont disponibles

FIGURE 17 ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS DANS LE SECTEUR AGRICOLE²³ AU QUÉBEC DE 2006 À 2015 (M\$)



* Données provisoires pour 2015
Source : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec; compilation du MAPAQ.

23 Ne tient pas compte des activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie

4.2 L'ÉVOLUTION DES PÊCHES ET DE L'AQUACULTURE

L'industrie des pêches et de l'aquaculture²⁴ tient une place importante dans l'économie des régions maritimes du Québec. La pêche commerciale maritime et l'aquaculture en eau marine s'effectuent dans les régions de la Gaspésie, des Îles-de-la-Madeleine et de la Côte-Nord. La pêche commerciale en eau douce est, pour sa part, concentrée dans le couloir fluvial du Saint-Laurent et le lac Saint-Pierre. Pour ce qui est de l'aquaculture en eau douce, elle a lieu principalement dans les régions de l'Estrie, des Laurentides, de l'Outaouais et du Centre-du-Québec.

4.2.1 L'INDUSTRIE DES PÊCHES COMMERCIALES

Les pêcheurs du Québec doivent écouler leurs débarquements auprès des titulaires d'un permis de transformation (usines de transformation) de même que des poissonneries et des restaurants de la province. Ainsi, toutes les ventes des pêcheurs québécois sont destinées à des acheteurs situés au Québec. On estime que les activités des pêches et de l'aquaculture ont procuré autour de 3600 emplois directs annuellement depuis 2010.

Une forte augmentation de la valeur des débarquements pour une deuxième année consécutive, surtout grâce à l'amélioration des prix

Selon des données préliminaires de 2015, la valeur totale des débarquements est estimée à 229 M\$, ce qui correspond à une hausse de 12 % par rapport à 2014. Il s'agit d'une progression plus modeste que les 22 % de 2014, mais comparable à celle connue depuis le début de la décennie. Cette croissance est le résultat d'une augmentation de 43 % de la valeur des débarquements de homard et de 28 % de celle des débarquements de crevette.

Depuis 2010, la valeur des débarquements de l'industrie des pêches a connu une croissance annuelle de 13 % découlant d'une augmentation annuelle de 15 % pour les débarquements de crustacés, notamment de 19 % pour la valeur du crabe, de 12 % pour celle de la crevette et de 14 % pour celle du homard, et de 5 % pour les débarquements d'autres espèces (poissons de fond, mollusques, etc.). Le crabe constitue en moyenne 38 % de la valeur totale des débarquements. Il est suivi par le homard et la crevette, qui représentent 27 % et 19 % de cette valeur respectivement. Les 16 % restants sont composés de poissons de fond, de mollusques, d'espèces pélagiques et d'espèces d'eau douce.

TABLEAU 11 ÉVOLUTION DE LA VALEUR DES DÉBARQUEMENTS DES PÊCHES COMMERCIALES AU QUÉBEC, DE 2010 À 2015 (M\$)

GROUPES D'ESPÈCES	2010	2011	2012	2013	2014*	2015*	VARIATION 2014-2015
Pêches maritimes	121	155	163	167	203	229	12,3 %
Crustacés	101	132	139	144	176	202	14,5 %
Crabe des neiges	36	60	61	73	91	85	- 6,5 %
Crevette nordique	25	30	34	31	33	43	28,4 %
Homard d'Amérique	38	41	42	39	51	73	43,4 %
Autres	2	1	2	1	1	1	- 2,0 %
Poissons de fond	11	13	13	44	15	16	6,0 %
Mollusques	5	5	5	6	6	5	0,3 %
Espèces pélagiques et de l'Estuaire	3	4	4	3	4	3	- 2,6 %
Autres items	1	1	2	2	2	3	20,4 %
Pêches d'eau douce	1	2	1	1	1	n. d.	-
Total Pêches	122	157	164	168	204	229	12,3 %

* Données préliminaires

Source : Pêches et Océans Canada; compilation du MAPAQ.

24 Dans cette version, l'aquaculture est exclue, car les données de 2015 ne sont pas disponibles en ce qui la concerne.

Une baisse qui se poursuit pour les volumes des débarquements

En 2015, les volumes des débarquements ont atteint 56 907 tonnes, ayant subi une diminution de 2 % par rapport à 2014. Les volumes des captures annuelles dépendent de l'état des stocks de chaque espèce dans les eaux marines et douces du Québec. Ces volumes avaient aussi diminué de 5 % en 2014. Depuis 2010, ils montrent une diminution annuelle moyenne de 0,3 %. Cette quasi-stagnation des volumes provient de l'effet combiné des réductions de 4 % par année du volume de la crevette (34 % du total des débarquements) et de 2 % par année des autres espèces d'eau marine et d'eau douce (35 % du total des débarquements) ainsi que d'accroissements de 6 % pour le crabe et le homard (23 % et 8 % respectivement du total des débarquements).

TABLEAU 12 ÉVOLUTION DU VOLUME DES DÉBARQUEMENTS DES PÊCHES COMMERCIALES AU QUÉBEC, DE 2010 À 2015 (TONNES/POIDS VIF)

GROUPES D'ESPÈCES	2010	2011	2012	2013	2014*	2015*	VARIATION 2014-2015
Pêches maritimes	57 086	55 380	57 849	60 433	57 459	56 907	- 1,0 %
Crustacés	37 575	34 473	36 388	40 835	39 221	39 006	- 0,5 %
Crabe des neiges	10 944	10 137	13 528	13 889	15 825	14 767	- 6,7 %
Crevette nordique	22 222	20 348	18 817	20 661	18 068	18 368	1,7 %
Homard d'Amérique	4 409	3 988	4 043	4 285	5 329	5 872	10,2 %
Autres	19 511	20 907	21 461	19 598	18 238	17 900	- 1,8 %
Pêches d'eau douce	613	679	596	591	559	n. d.	-
Total pour les pêches	57 699	56 059	58 444	61 024	58 018	56 907	- 1,9 %

* Données préliminaires
Source : Pêches et Océans Canada; compilation du MAPAQ.

La contribution des prix des crustacés à l'augmentation des recettes

Par conséquent, les hausses annuelles de revenus de 19 % pour le crabe, de 12 % pour la crevette et de 14 % pour le homard proviennent des augmentations des prix plutôt que des variations du volume des débarquements. Effectivement, les prix se sont accrus de 12 % par année pour le crabe, de 16 % pour la crevette et de 8 % pour le homard. Au contraire, les débarquements ont eu tendance à se maintenir entre 56 000 et 58 500 tonnes par année, sauf en 2013, où la récolte de crustacés a été plus importante qu'habituellement.

TABLEAU 13 ÉVOLUTION DES PRIX (\$/KG) DES CRUSTACÉS, DE 2010 À 2015

ESPÈCES MARINES	2010	2011	2012	2013	2014*	2015*	TCAM 2010-2015
Crabe des neiges	3,3	5,9	4,5	4,6	5,8	5,8	12 %
Crevette nordique	1,1	1,5	1,8	1,5	1,8	2,3	16 %
Homard d'Amérique	8,7	10,2	10,4	9,2	9,5	12,4	8 %

* Données préliminaires
Source : Pêches et Océans Canada; compilation du MAPAQ.

4.2.2 UN BILAN DE LA TRANSFORMATION DES POISSONS ET DES FRUITS DE MER AU QUÉBEC

La transformation des poissons et des fruits de mer s'effectue autant dans les régions maritimes que dans les régions urbaines du Québec. Non seulement les transformateurs québécois s'approvisionnent en poissons et en fruits de mer auprès des pêcheurs québécois, mais ils doivent aussi importer ces ressources marines depuis les marchés international et canadien pour maintenir ou accroître leurs livraisons. Selon notre estimation, ces importations représenteraient environ 47 %²⁵ des achats pour ce qui est de la transformation de poissons et de fruits de mer au Québec.

En 2015, la valeur des livraisons des usines de transformation était estimée à 489 M\$, ce qui équivalait à une augmentation de 6 % qui s'approchait de la hausse moyenne annuelle de 7 % observée depuis 2010. Ces ventes sont destinées, dans une proportion de 57 %, au marché de l'exportation internationale (278 M\$), en grande partie aux États-Unis, et au marché canadien (43 %, 211 M\$). Bien qu'elle soit importante, l'exportation internationale compte de moins en moins dans les ventes de cette industrie. En 2010, elle représentait 67 % du total. Par ailleurs, on estime que les livraisons sur le marché canadien étaient davantage destinées aux autres provinces, car le commerce du détail et du réseau de l'hôtellerie, de la restauration et des institutions (HRI) ne constituerait au Québec qu'environ 10 % du total des livraisons²⁶.

TABLEAU 14 ÉVOLUTION DE LA VALEUR (MILLIONS DE DOLLARS COURANTS) ET PARTICIPATION (%) DES VENTES SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAL ET CANADIEN, DE L'INDUSTRIE DE LA PRÉPARATION ET DU CONDITIONNEMENT DES POISSONS ET DES FRUITS DE MER DU QUÉBEC, DE 2010 À 2015.

INDUSTRIE DES POISSONS ET DES FRUITS DE MER	2010	2011	2012	2013	2014	2015	TCAM 2010-2015
Exportations internationales en M\$	233	248	257	235	267	278	3,5 %
Exportations internationales en %	67	61	63	55	58	57	-
Ventes au Canada en M\$	117	158	152	194	194	211	12,7 %
Ventes au Canada en %	33	39	37	45	42	43	-
Livraisons totales en M\$	350	406	409	429	461	489	7,0 %

Source : Global Trade Atlas et compilation du MAPAQ

La valeur des livraisons totales a augmenté plus rapidement que les prix obtenus par les transformateurs depuis 2010. En effet, le taux de croissance annuel moyen est de 3,4 % pour l'indice des prix de l'industrie de la préparation et du conditionnement des poissons et des fruits de mer au Canada, alors qu'il est de 7,0 % pour la valeur des livraisons. C'est donc dire que les quantités conditionnées de poissons et de fruits de mer ont aussi augmenté sur cette même période.

TABLEAU 15 PRODUIT INTÉRIEUR BRUT DE L'INDUSTRIE DE LA PRÉPARATION ET DU CONDITIONNEMENT DES POISSONS ET DES FRUITS DE MER DU QUÉBEC, DE 2010 À 2015 (MILLIONS DE DOLLARS ENCHAÎNÉS DE 2007)

PIB	2010	2011	2012	2013	2014	2015	TCAM 2010-2015
Préparation et conditionnement des poissons et des fruits de mer	101	125	123	104	124	116	3,9 %

Source : Statistique Canada; compilation du MAPAQ.

Cela a permis d'assurer la croissance de cette industrie, révélée par le produit intérieur brut réel (PIB). Entre 2010 et 2015, le PIB relatif à la préparation et au conditionnement des poissons et des fruits de mer a progressé annuellement de 3 % pour s'établir à 116 M\$ en 2015. Cela n'a toutefois pas été suffisant pour maintenir le niveau d'emploi, qui a enregistré une réduction annuelle de 3 %. Néanmoins, on comprend que la productivité de l'industrie est en progression.

²⁵ Bioclips, *Les flux économiques de l'industrie des poissons et des fruits de mer au Québec en 2013*, vol.23, no 31, le 10 novembre 2015. (http://www.mapaq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/Bioclips/Bioclips2015/Volume_23_no31.pdf)

²⁶ Idem



LA FORMATION

ET LA MAIN-D'ŒUVRE

L'environnement d'affaires plus complexe des entreprises et l'accélération des progrès technologiques induisent dans leur sillage de nouvelles compétences à acquérir et des besoins de formation adaptés tant du point de vue du cursus initial que de celui de la formation continue. À ce titre, dans la mesure où l'innovation et la quête continue de gains de productivité sont devenues des incontournables pour tout acteur de la chaîne bioalimentaire, plusieurs études soulèvent le fait que les considérations liées à la formation et à la main-d'œuvre sont appelées à jouer un rôle de plus en plus stratégique au sein de ce secteur au cours des années à venir.

A. LA FORMATION

FORMATION INITIALE

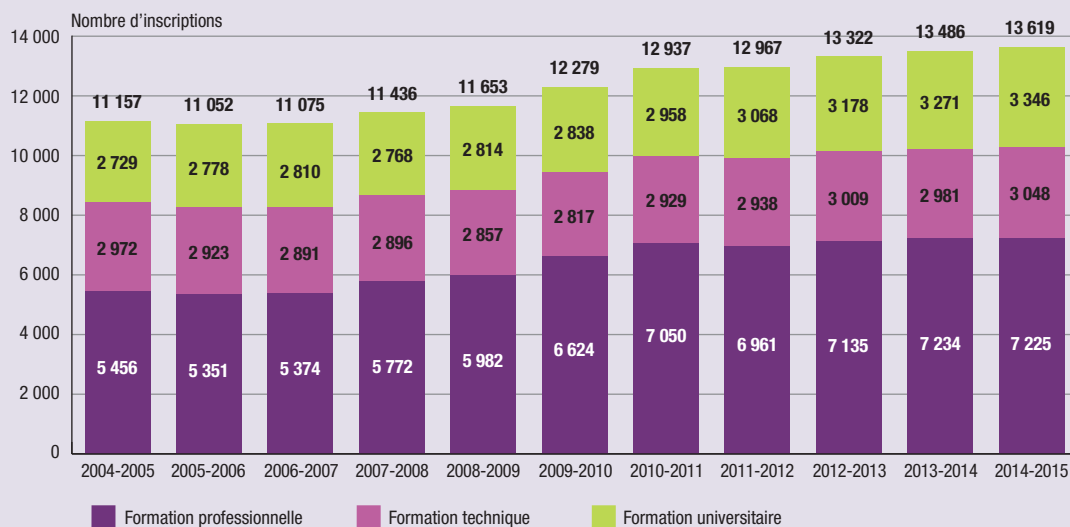
Une hausse de 11 % du nombre d'inscriptions dans les programmes du secteur bioalimentaire au cours des cinq dernières années

Une tendance à la hausse est observée pour ce qui est du nombre total d'inscriptions dans les programmes du secteur bioalimentaire²⁷. Au cours de chacune des cinq dernières années, le nombre d'inscriptions à ces programmes a en effet augmenté par rapport à l'année précédente, le taux de croissance s'établissant à près de 11 % pour la période de 2009-2010 à 2014-2015. Dans le contexte des changements démographiques majeurs qui touchent le Québec et de certaines pénuries potentielles de main-d'œuvre pouvant en découler, cet intérêt de la relève pour le domaine bioalimentaire est une bonne nouvelle, la disponibilité de la main-d'œuvre constituant une variable clé du potentiel de croissance et de vitalité de tous les maillons de la chaîne bioalimentaire.

De plus, l'augmentation du nombre d'inscriptions est observée à la fois dans les formations professionnelles (+ 9 %) et les formations techniques (+ 8 %), mais particulièrement à l'université, où la croissance a été de 18 % entre 2009-2010 et 2014-2015.

27 Inscriptions associées aux programmes de formation professionnelle (menant à un diplôme d'études professionnelles), de formation technique (menant à un diplôme d'études collégiales) et de formation universitaire (baccalauréat, maîtrise et doctorat).

FIGURE 18 INSCRIPTIONS DANS LES PROGRAMMES DE FORMATION DU SECTEUR BIOALIMENTAIRE, DE 2004-2005 À 2014-2015



Source : Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

FORMATION PROFESSIONNELLE

Au secondaire, le nombre total d'inscriptions à la formation professionnelle dans le secteur bioalimentaire a augmenté au cours des dernières années. Il a en effet progressé de 9 % depuis cinq ans et de près de 33 % sur une période de dix ans. Les programmes liés à la production agricole et aux services à la production présentent une certaine stabilité, tandis qu'une croissance est constatée dans les programmes associés à la transformation et à la distribution alimentaires.

FORMATION TECHNIQUE

Au chapitre de la formation technique, le nombre d'inscriptions aux programmes du secteur bioalimentaire a augmenté de 2 % en 2014-2015 par rapport à l'année précédente. Cette hausse s'inscrit dans le sens de la tendance observée depuis 2009-2010, le nombre d'inscriptions ayant connu une croissance de 8 % au cours des cinq dernières années.

De plus, au cours des cinq dernières années, contrairement à ce qui se passe en formation professionnelle, les programmes liés à la production agricole et aux services à la production ont connu une progression de 10 % de leur nombre d'inscriptions, alors que les programmes portant sur la transformation et la distribution ont connu une croissance significativement moins élevée de 2 %. Leur nombre d'inscriptions évolue par ailleurs de façon plus volatile.

FORMATION UNIVERSITAIRE

Le nombre d'inscriptions dans les disciplines universitaires liées à l'agriculture et à l'alimentation a augmenté d'environ 18 % au Québec au cours des cinq dernières années²⁸, une croissance supérieure à celle des cinq années antérieures²⁹, qui était de 4 %.

Les disciplines ayant connu une croissance significative de leur nombre d'inscriptions depuis 2009-2010 sont notamment *Économie rurale et agricole* (+ 133 %), *Génie agricole et génie rural* (+ 59 %) et *Sciences et technologie des aliments* (+ 39 %). Pour les trois mêmes disciplines et la même période, le nombre d'inscriptions a connu une croissance appréciable à la fois au baccalauréat (+ 52 %), à la maîtrise (+ 105 %) et au doctorat (+ 49 %).

FORMATION CONTINUE

Depuis de nombreuses années, la responsabilité des agriculteurs et des agricultrices s'étend au-delà de l'accomplissement des tâches liées à l'entreprise, une tendance qui va en s'accroissant. En plus de maîtriser des compétences ayant trait aux différentes opérations et techniques, ceux-ci doivent posséder des compétences en matière d'organisation du travail et de gestion des ressources humaines. Ils doivent aussi être en mesure de répondre aux exigences environnementales, de comprendre les enjeux liés à la santé alimentaire et à la santé animale, et de suivre l'évolution des marchés.

28 Période s'étalant de 2009-2010 à 2014-2015

29 Correspondant à la période 2004-2005 à 2009-2010

Les collectifs régionaux en formation agricole contribuent au développement de la formation continue des entrepreneurs agricoles par la détermination de leurs besoins, l'organisation des formations et le recrutement des personnes intéressées. Annuellement, plus de 2 M\$ sont investis en formation continue, permettant ainsi aux entrepreneurs et à leur main-d'œuvre de s'adapter aux changements du secteur et aux nouvelles exigences du marché.

B. LA MAIN-D'ŒUVRE

Au chapitre de la main-d'œuvre, 487 000 personnes travaillaient dans le secteur bioalimentaire en 2015, ce qui représentait environ 12 % de l'emploi de l'économie du Québec. Dans 14 des 17 régions administratives du Québec, au moins 10 % de l'emploi est attribuable à l'industrie bioalimentaire.

CONSIDÉRATIONS DÉMOGRAPHIQUES

Bien que les données présentées ci-dessus soient généralement stables, plusieurs facteurs complexes agissent en toile de fond pour ce qui est du marché de la main-d'œuvre, notamment à l'égard de la démographie.

Ainsi, l'accès à une main-d'œuvre disponible et qualifiée pose un défi pour le secteur bioalimentaire. Déjà, ce secteur doit faire face à une rareté de main-d'œuvre qualifiée. Ce phénomène s'intensifiera au cours des prochaines années, compte tenu de l'évolution démographique et des nombreuses retraites anticipées. Dans cette perspective, des efforts importants sont consacrés par l'ensemble des intervenants du secteur pour soutenir les entreprises au regard du recrutement, de la gestion des ressources humaines et de la formation, de manière qu'elles s'adaptent aux changements actuels et futurs, demeurent compétitives et puissent hausser leur productivité.

MAIN-D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE

Le développement technologique des outils de gestion et de production requiert, pour sa part, une formation appropriée. Dans certains domaines d'activités agricoles, l'accès à une main d'œuvre disponible sur une base saisonnière constitue un enjeu supplémentaire. Au cours des dernières années, le recours à des travailleurs étrangers temporaires a permis à nombre d'entreprises agricoles et bioalimentaires de remédier à la situation. Ainsi, de 2004 à 2014, le nombre de travailleurs étrangers temporaires embauchés dans le secteur bioalimentaire a doublé selon les données de Citoyenneté et Immigration Canada (CIC). Si l'on tient compte des permis délivrés à cette fin au Québec, on constate que la part du secteur bioalimentaire est passée de 34 % à 65 % au cours de cette période.

FIGURE 19 TITULAIRES DE PERMIS DE TRAVAIL DU PROGRAMME DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES AU QUÉBEC



Source : Citoyenneté et Immigration Canada.



CHAPITRE 5

L'ÉVOLUTION GLOBALE DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE



Les chapitres précédents ont porté sur la manière dont chaque maillon de la chaîne bioalimentaire s'est développé en 2015 par rapport à la tendance des années précédentes pour les principaux indicateurs retenus. En regroupant les différentes évolutions, on obtient le portrait complet des performances de l'industrie bioalimentaire.

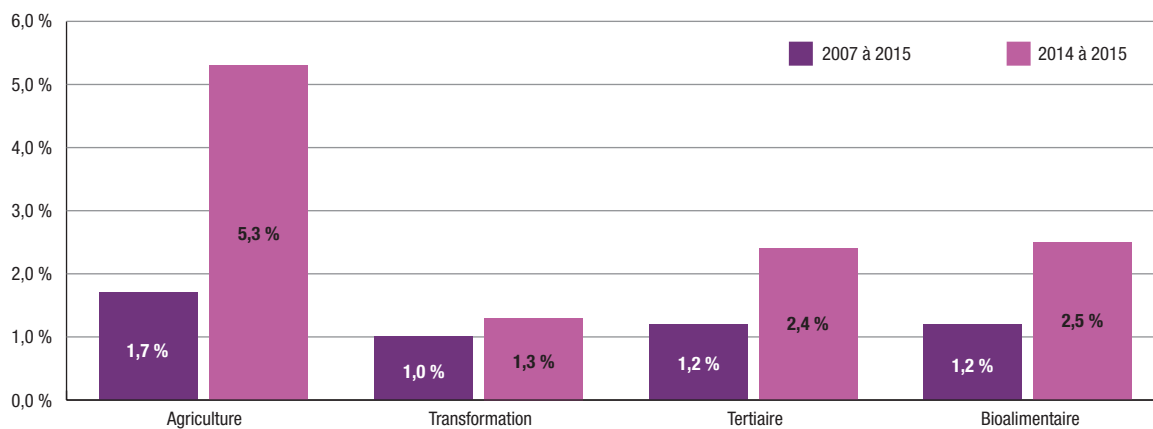
5.1 LE PIB DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE

Une croissance de l'industrie bioalimentaire qui se compare avantageusement avec celle de l'économie du Québec

La croissance économique, mesurée par l'évolution du PIB, est l'indicateur le plus souvent retenu pour évaluer les performances des industries d'une province ou d'un pays. En 2015, le PIB de l'industrie bioalimentaire a augmenté de 2,5 % par rapport à 2014. Comparativement à l'ensemble de l'économie québécoise, dont la croissance du PIB est estimée à 1,1 %, le secteur bioalimentaire s'est démarqué en 2015 par son dynamisme.

Par ailleurs, la progression de 2,5 % du PIB bioalimentaire en 2015 est supérieure à la croissance annuelle moyenne de 1,2 % observée sur la période de 2007 à 2015. Habituellement, l'industrie bioalimentaire est considérée comme étant caractérisée par sa stabilité et par sa croissance plutôt modeste. Toutefois, sur cette période de neuf ans, elle se compare à celle du PIB de l'économie québécoise (+ 1,2 %).

FIGURE 20 ÉVOLUTION DE LA CROISSANCE DU PIB BIOALIMENTAIRE PAR SOUS-SECTEUR, QUÉBEC, 2007-2015



Source : Statistique Canada; estimation et compilation du MAPAQ.

Chacun des maillons de la filière bioalimentaire a concouru à la croissance économique de celle-ci. Les taux de croissance du PIB, notamment de l'agriculture, des secteurs de la fabrication des aliments et des boissons et de la distribution alimentaire sont respectivement de 5,3 %, de 1,3 % et de 2,4 %. Pour la période de 2007 à 2015, les taux sont un peu plus faibles, soit de l'ordre de 1,7 %, de 1,0 % et de 1,2 %, l'agriculture se démarquant avec une croissance bien supérieure à celle du PIB de l'ensemble du Québec.

Un ajustement nécessaire pour tenir compte de la migration des ventes de produits alimentaires vers les magasins non traditionnellement alimentaires

Habituellement, le PIB du secteur tertiaire tient compte seulement de l'activité provenant des magasins d'alimentation, dont les chiffres d'affaires sont liés, dans une proportion de plus de 50 %, à la vente de produits alimentaires, et de la restauration commerciale. Ce faisant, le PIB du secteur tertiaire est sous-estimé, car les ventes d'aliments et de boissons effectuées dans les circuits courts, la restauration non commerciale³⁰ (ex. : cafétéria d'hôpital) et les magasins non traditionnellement alimentaires (ex. : Costco et Walmart) ne sont pas considérées. Pourtant, les ventes des produits alimentaires ont augmenté plus rapidement dans ces magasins de détail dits « non traditionnellement alimentaires ». Pour cette raison, le nouveau PIB exposé dans le présent document tient compte de ces ventes, et la croissance s'en trouve améliorée.

³⁰ La restauration non commerciale regroupe les établissements où la préparation et le service d'aliments et de boissons tiennent lieu d'activité complémentaire. La mission principale de ces établissements n'est donc pas la restauration; elle a plutôt pour objectif d'accueillir une clientèle. Ce secteur comprend la restauration hôtelière, la restauration institutionnelle, la restauration offerte dans les commerces de détail et les autres services alimentaires tels que les entreprises de distributeurs automatiques.

5.2 LES FACTEURS QUI EXPLIQUENT LA VITALITÉ DE L'INDUSTRIE

La vitalité de l'industrie bioalimentaire a été favorisée par plusieurs facteurs. Parfois l'évolution des ventes ou de la production, parfois les exportations ou les investissements et parfois un amalgame de ces facteurs expliquent les bons résultats observés dans l'industrie.

DES VENTES EN HAUSSE

Au chapitre des ventes, les meilleurs taux de croissance de 2015 sont ceux qui concernent la transformation des boissons (sans le tabac), soit 5,5 %, la fabrication des aliments, soit 3,6 %, et la demande alimentaire, soit 3,0 %. En agriculture, la croissance a été négative (- 2,3 %), entraînée par une baisse des prix de 4,0 %. En enlevant l'effet des prix noté en 2015, on observe que c'est le secteur des boissons qui a stimulé la croissance de l'industrie bioalimentaire. Ce secteur s'est démarqué par une montée de sa production réelle de 4,5 % suivi de l'agriculture avec 1,8 %. Les secteurs de la transformation et de la demande alimentaire réelle n'ont pas dépassé 1 %.

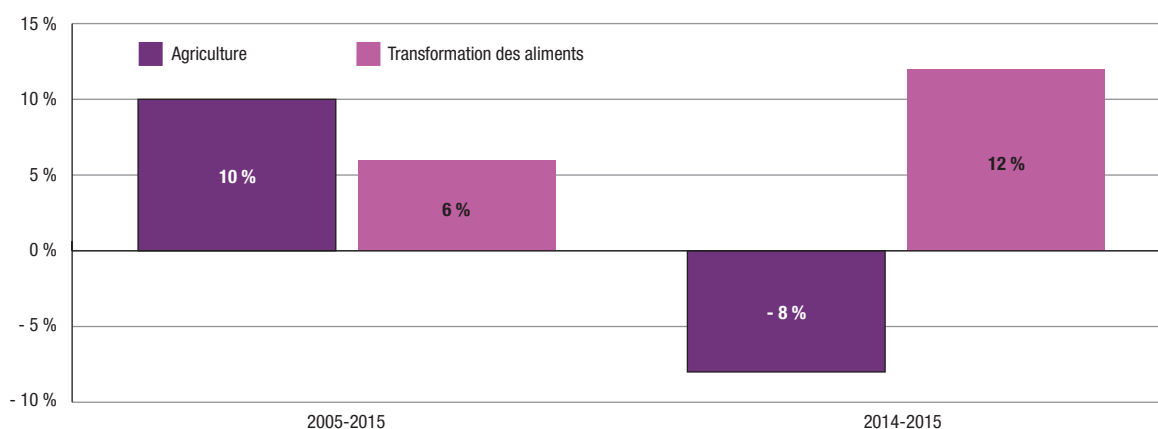
Lorsqu'on remonte jusqu'en 2005, on constate que la situation est différente. En effet, l'agriculture affiche la plus grande augmentation, soit 1,1 % par année, suivie par le secteur de la transformation des aliments, qui présente un taux de 0,5 %. La fabrication des boissons est, quant à elle, restée stable. Notons que les renseignements relatifs au secteur tertiaire ne sont pas disponibles.

Les ventes ne révèlent qu'une partie des causes de la croissance observée. Deux autres facteurs y ont contribué positivement, soit les exportations et les investissements.

Une balance commerciale internationale positive

Les exportations de produits agricoles non transformés ont atteint 1,6 G\$ en 2015, ce qui est 8 % de moins que le sommet de 2014. Les exportations internationales de produits agricoles du Québec ont tout de même triplé depuis 2005, aidées en cela par les prix des grains et des oléagineux. Sans l'effet de ces prix, les volumes exportés auraient tout de même augmenté de près de 7 % par année de 2005 à 2015.

FIGURE 21 CROISSANCE DE LA VALEUR DES EXPORTATIONS AGRICOLES ET DES ALIMENTS TRANSFORMÉS ENTRE 2005 ET 2015 ET DE 2014 À 2015, QUÉBEC



Source : Global Trade Atlas; compilation du MAPAQ.

Près de 80 % des exportations totales bioalimentaires sont constituées de produits transformés. Alors que les exportations de produits agricoles en ce qui concerne les cultures et l'élevage ont baissé en moyenne de 8,0 % en 2015, celles des aliments et des boissons se sont élevées de 11,5 %, ce qui est bien supérieur à l'augmentation annuelle moyenne des dix dernières années, qui est de 6,0 %. En termes réels, notre estimation montre que les exportations d'aliments auraient crû de plus de 7 % en 2014 et d'environ 3 % annuellement entre 2005 et 2015.

Un signe que les exportations croissent rapidement est l'amélioration de la balance commerciale bioalimentaire. Depuis 2005, les importations ont augmenté de 3,3 G\$, alors que les exportations ont crû de 3,6 G\$, ce qui équivaut à un gain de 300 M\$ de la balance commerciale. Sur le plan de la transformation des aliments uniquement, la valeur des exportations dépassait de 2,1 G\$, en 2015, celle des importations. En 2005, l'écart était de 1,2 G\$.

TABLEAU 16 EXPORTATIONS, IMPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE BIOALIMENTAIRES DU QUÉBEC AVEC L'ENSEMBLE DES PAYS, DE 2005 À 2015 (M\$)

ANNÉE	EXPORTATIONS	IMPORTATIONS	BALANCE COMMERCIALE
2005	3 850,9	3 563,7	287,2
2006	3 825,6	3 797,6	28,0
2007	4 137,3	4 079,2	58,1
2008	4 855,4	4 649,7	205,6
2009	4 523,4	4 857,6	(334,2)
2010	4 997,3	4 740,6	256,7
2011	5 639,9	5 825,6	(185,7)
2012	6 147,3	5 376,8	770,5
2013	6 084,1	5 637,0	447,1
2014	7 011,2	6 614,5	396,8
2015	7 496,9	6 913,8	583,1

Source : Global Trade Atlas; compilation du MAPAQ.

La progression des exportations, particulièrement d'aliments transformés, a donc été un élément moteur de la croissance de l'industrie bioalimentaire en 2015 tout comme au cours des dix dernières années. Pour hausser les ventes réelles sur les marchés, il faut investir davantage dans les établissements, qui peuvent alors augmenter leur production. Il est à noter qu'à ce chapitre, les données sont disponibles seulement pour les secteurs de l'agriculture et de la transformation des aliments.

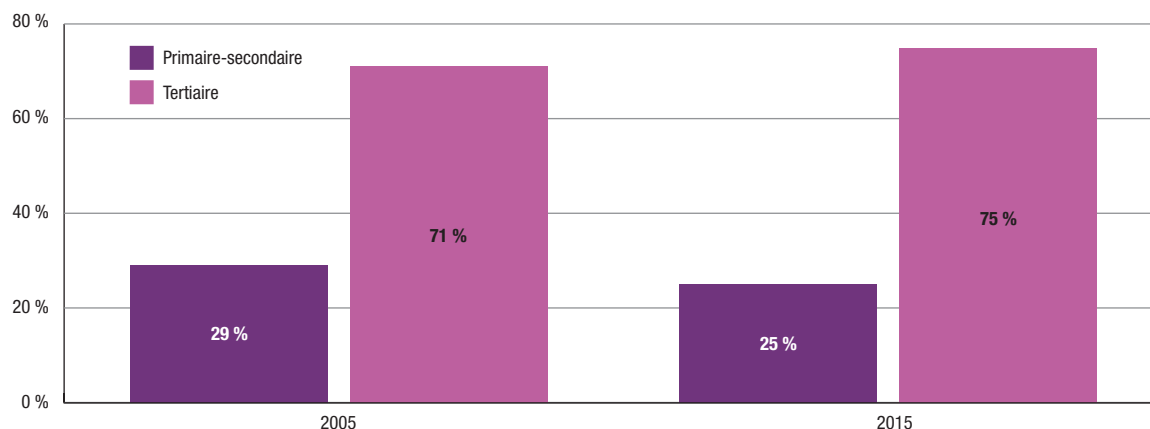
Une stabilité des investissements dans la transformation

En 2015, les dépenses en immobilisations sont restées stables en ce qui concerne la fabrication des aliments, alors qu'elles ont diminué de plus de 1 % en agriculture. Comme les renseignements portant sur les récentes années sont sujets à révision, il vaut mieux regarder la tendance sur une plus longue période. On peut ainsi remonter jusqu'à 2006 avec les statistiques disponibles. Le secteur de la fabrication des aliments se distingue avec une progression annuelle qui s'approche de 3 %, alors qu'au Canada le taux n'atteint pas 1 % et qu'en Ontario la tendance est à la baisse, soit - 2 %. En agriculture, le Québec se situe en dessous de la moyenne du Canada et de celle de l'Ontario, les taux de croissance respectifs étant de 2,3 %, de 8,5 % et de 6,9 %. Toutefois, l'accroissement plus rapide des investissements observé ailleurs au Canada n'est pas synonyme de vitalité. Cette période présente plutôt une consolidation des fermes pour les productions animale et végétale dans les Prairies et en Ontario. Cette concentration de la production dans des entreprises de plus grande taille a été plus rapide dans cette province qu'au Québec.

Un transfert d'emplois des secteurs de la production et de la transformation vers les services

Une des conséquences du dynamisme de l'industrie bioalimentaire, qui se veut par surcroît une mesure de sa performance, est l'amélioration de la productivité. Cela veut aussi dire relativement moins d'emplois dans les secteurs de la production et de la transformation ainsi qu'un transfert d'emplois vers les services. C'est ce qui s'est passé de 2005 à 2015.

FIGURE 22 PARTS DES EMPLOIS DANS LES SECTEURS PRIMAIRE-SECONDAIRE ET TERTIAIRE, QUÉBEC, EN 2005 ET 2015



Source : Statistique Canada; compilation du MAPAQ.

Globalement, le nombre d'emplois a augmenté de 0,5 % par année en moyenne, passant de 463 000 en 2005 à 487 000 en 2015. Alors que, dans les secteurs de l'agriculture et de la fabrication des aliments, des boissons et du tabac, l'emploi a diminué respectivement de 1,1 % et de 1,0 % en moyenne par année, les entreprises du secteur tertiaire ont plutôt embauché, leur taux annuel d'augmentation du nombre d'emplois étant de 1,1 %. Globalement, ce secteur comptait pour les trois quarts de l'emploi du bioalimentaire en 2015 par rapport à 71 % en 2005. Étant donné que les emplois consacrés à la vente des produits alimentaires dans les magasins non traditionnellement alimentaires (ex. : Costco et Walmart) ne sont pas pris en compte dans les statistiques officielles sur l'emploi présentées précédemment, ce taux est en réalité plus élevé.



LE DÉVELOPPEMENT DURABLE : UNE TENDANCE DE FOND DANS L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE

Des initiatives multiples et toujours plus nombreuses

Le secteur bioalimentaire est particulièrement interpellé par le développement durable, que ce soit par sa contribution à la prospérité économique du Québec, son lien étroit avec les ressources naturelles et l'environnement ou ses effets sur l'occupation du territoire et les communautés. Au Québec, de plus en plus d'entreprises et de filières du secteur bioalimentaire se dotent de démarches en matière de développement durable et cherchent à améliorer leur performance à cet égard. Non seulement ces entrepreneurs reconnaissent que la protection de l'environnement et l'engagement social peuvent s'avérer rentables pour eux, mais ils y voient aussi une occasion de se différencier au sein de l'industrie et de mieux se positionner sur le plan concurrentiel. Plusieurs exemples illustrent le déploiement de démarches de développement durable dans le secteur bioalimentaire, et ce, dans les divers maillons de la filière.

Dans le domaine de la production, plusieurs initiatives sont à souligner. D'abord, Les Éleveurs de porcs du Québec se sont donné un rapport de responsabilité sociale qui les amène à adopter une démarche et à prendre un engagement sur le plan de l'amélioration continue d'axes concernant notamment l'environnement, le bien-être animal et la cohabitation harmonieuse. Pour leur part, Les Producteurs de lait du Québec ont adhéré à l'initiative canadienne ProAction. Ce programme de certification vise l'instauration de méthodes de production couvrant des aspects tels que le bien-être animal, la biosécurité et l'environnement. Par ailleurs, dans le secteur des grandes cultures, l'expansion notable de la production québécoise de grains biologiques au cours des récentes années, jusqu'à une superficie totale de 23 500 hectares en 2015, est aussi une expression de la progression du développement durable. Un autre exemple, cette fois dans le secteur des pêches, est que certains produits aquatiques, telle la crevette nordique, bénéficient désormais de l'écocertification Marine Stewardship Council. Celle-ci atteste la durabilité des activités et permet aux produits certifiés de se qualifier sur les marchés ayant adopté cette exigence.

L'industrie de la transformation bioalimentaire est aussi engagée dans le développement durable. Par exemple, Bonduelle, le leader canadien en matière de transformation des légumes en conserve et surgelés, s'est doté d'une

politique à cet égard. Cette dernière cible, entre autres, autant des pratiques culturelles respectueuses de l'environnement que la préservation des ressources naturelles dans ses usines et la qualité nutritionnelle de ses produits. Pour sa part, la coopérative Nutrinor a également entrepris une démarche de développement durable qui l'amène notamment à favoriser le développement de produits issus de chaînes de valeur responsables et à réduire l'empreinte environnementale de ses activités, tout en améliorant ses performances économiques. Par ailleurs, La Coop fédérée a rendu public, en février 2016, son plus récent rapport sur le développement durable. Cet outil de travail lui procure un aperçu général de la situation et de son évolution, tout en lui permettant de cibler des pistes d'amélioration.

En outre, ces préoccupations à l'égard de la durabilité s'observent dans les démarches des grands détaillants présents au Québec, qui, au cours des récentes années, se sont donné des rapports et des plans de responsabilité d'entreprise ou de développement durable. Par exemple, ce type d'initiative a amené l'entreprise Metro à se fixer des objectifs en matière de salubrité des aliments, notamment que tous ses fournisseurs de fruits et de légumes possèdent une certification reconnue par la Global Food Safety Initiative (GFSI), ainsi qu'à se donner divers outils destinés à appuyer une offre de produits responsable, telle une politique de pêche durable. Les demandes des grands acheteurs contribuent aussi à inciter les producteurs et les transformateurs à adopter des pratiques toujours plus responsables.

Les exemples précédents illustrent bien que tant les producteurs ou les transformateurs que les distributeurs font de plus en plus du développement durable une de leurs priorités. Ils reconnaissent qu'une démarche en ce sens contribuera à leur pérennité ainsi qu'à leur positionnement stratégique, dans un marché où les attentes environnementales et sociales des citoyens et des consommateurs sont grandissantes.

Un secteur bioalimentaire de plus en plus engagé dans la réduction de ses émissions de gaz à effet de serre (GES)

Les changements climatiques constituent l'un des grands défis planétaires actuels et aussi un défi en matière de développement durable. Diverses initiatives ont ainsi été amorcées dans le secteur bioalimentaire pour contribuer à l'effort de réduction des émissions de GES.

Par exemple, selon le plus récent inventaire, les émissions totales de GES pour le Québec en 2013 se chiffraient à 81,2 Mt éq. CO₂³¹. Pour leur part, les émissions de GES attribuées au secteur agricole représentaient 7,5 Mt éq. CO₂, ce qui correspondait à 9,2 % du total des émissions québécoises. Ces émissions provenant de l'agriculture sont passées de 7,2 à 7,5 Mt éq. CO₂ de 1990 à 2013 (tableau 17). Cette augmentation de 4,2 % est attribuable principalement à la hausse des émissions provenant de la gestion des sols agricoles, qui est de 19,3 %. Les autres émissions attribuables à l'agriculture proviennent principalement de la fermentation entérique des animaux d'élevage et de la gestion des fumiers. Le méthane (CH₄) et l'oxyde nitreux (N₂O) sont les principaux gaz responsables de ces émissions de GES en agriculture. Il s'agit de gaz dont les potentiels de réchauffement sont considérablement plus élevés que celui du CO₂.

TABLEAU 17 ÉMISSIONS DE GES EN AGRICULTURE AU QUÉBEC EN 1990 ET 2013

SOURCES D'ÉMISSIONS	ÉMISSIONS (MT ÉQ. CO ₂)	ÉMISSIONS (MT ÉQ. CO ₂)	VARIATION DES ÉMISSIONS DE 1990 À 2013	VARIATION DES ÉMISSIONS DE 1990 À 2013	PART DES ÉMISSIONS DU SECTEUR EN %
	1990	2013	EN MT ÉQ. CO ₂	%	%
Fermentation entérique	3,42	3,20	- 0,22	- 6,4	42,8
Gestion du fumier	1,75	1,89	0,14	7,9	25,2
Gestion des sols agricoles	1,76	2,10	0,34	19,3	28,1
Chaulage, urée et autres engrais carbonés	0,25	0,29	0,04	15,5	3,9
Total agriculture	7,19	7,49	0,30	4,2	100

Source : Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC), 2016.

31 Les émissions sont exprimées en millions de tonnes d'équivalents en dioxyde de carbone (Mt éq. CO₂).

L'examen des variations des émissions de GES sur une période plus récente, soit de 2009 à 2013 (tableau 18), ne révèle pas de tendance globale pour ce qui est de la réduction des émissions de GES dans le secteur de l'agriculture. Néanmoins, parmi les principales sources d'émissions de GES associées à ce secteur, une diminution de 5,6 % est observée pour la fermentation entérique. Par ailleurs, des travaux sont en cours pour réduire les autres émissions de GES du secteur agricole, notamment en ciblant l'optimisation des pratiques de fertilisation et l'amélioration de la gestion des sols. Enfin, un protocole a été développé (recouvrement d'une fosse à lisier pour la destruction du CH₄) pour les entreprises d'élevage afin de leur permettre d'obtenir des crédits compensatoires sur le marché du carbone.

TABLEAU 18 ÉMISSIONS DE GES EN AGRICULTURE AU QUÉBEC, DE 2009 À 2013

SOURCES D'ÉMISSIONS	ÉMISSIONS (MT ÉQ. CO ₂)					VARIATIONS DES ÉMISSIONS DE 2009 À 2013		VARIATIONS DES ÉMISSIONS DE 2012 À 2013	
	2009	2010	2011	2012	2013	MT ÉQ. CO ₂	%	MT ÉQ. CO ₂	%
Fermentation entérique	3,39	3,39	3,22	3,21	3,20	- 0,19	- 5,6	0,00	- 0,1
Gestion du fumier	1,86	1,85	1,91	1,91	1,89	0,03	1,6	- 0,02	- 1,0
Gestion des sols agricoles	1,89	1,93	1,95	2,05	2,10	0,21	11,2	0,06	2,9
Chaulage, urée et autres engrais carbonés	0,32	0,31	0,33	0,31	0,29	- 0,02	- 6,9	- 0,01	- 4,5
Total agriculture	7,46	7,49	7,40	7,47	7,49	0,03	0,4	0,02	0,3

Source : Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDELC), 2016.

Il est à noter que la méthode de comptabilisation des émissions du secteur agricole n'inclut pas les émissions énergétiques résultant de l'utilisation des combustibles fossiles en agriculture ni celles provenant des maillons situés en amont ou en aval de la production. Bien que les inventaires officiels ne permettent pas d'établir avec précision les émissions de GES attribuables à l'ensemble du secteur bioalimentaire québécois, la part de l'agriculture représenterait environ la moitié du total de ces émissions.

Par ailleurs, des initiatives sectorielles sont aussi en cours dans diverses filières de production. Par exemple, des analyses du cycle de vie (ACV) ont été effectuées en 2015 dans les secteurs des grains et des légumes de transformation. L'ACV permet de mesurer les impacts environnementaux et sociaux d'un produit ou d'un service sur l'ensemble de son cycle de vie, peu importe le lieu où se passent les étapes de ce cycle. L'empreinte carbone, une composante de l'ACV, permet ainsi de quantifier les émissions de GES associées à un produit. Outre les deux secteurs mentionnés ci-dessus, d'autres filières sectorielles québécoises (lait, porc et sirop d'érable) ont calculé leur empreinte carbone dans le passé. La quantification de l'empreinte carbone peut ainsi s'avérer un outil fort utile pour déterminer les points à améliorer et réduire ses émissions de GES.

En conclusion, la lutte contre les changements climatiques représente un enjeu qui touche le secteur bioalimentaire. Plusieurs acteurs du milieu ont été proactifs et ont amorcé des démarches les amenant à revoir leurs pratiques et leurs modes de production afin d'apporter leur contribution à l'effort de réduction des émissions de GES. Des initiatives sectorielles, faisant appel aux divers maillons des filières et étendant la portée des actions à l'ensemble des émissions associées aux activités alimentaires, sont appelées à se déployer davantage dans l'avenir.

ANNEXES

TABLEAU 19 PRINCIPAUX INDICATEURS DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE DU QUÉBEC, 2014 ET 2015

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AU PRIX DE BASE (000 000 \$)	2014	2015	VARIATION (%) 2015/2014
Agriculture et pêches	3 420,0	3 602,0	5,3 %
Fabrication des aliments, des boissons et du tabac	7 176,0	7 267,0	1,3 %
Commerce de gros (agriculture, aliments, boissons et tabac)	2 942,0	2 996,0	1,8 %
Magasins d'alimentation	3 195,0	3 140,0	- 1,7 %
Restauration commerciale et débits de boissons	4 836,0	4 805,0	- 0,6 %
Total PIB bioalimentaire	22 913,0	23 476,0	2,5 %
Industries manufacturières	45 250,4	45 720,0	1,0 %
Ensemble de l'économie	309 838,8	313 163,0	1,1 %

EMPLOIS	2014	2015	VARIATION (%) 2015/2014
Pêches et aquaculture	3 421	3 439	0,5 %
Agriculture	55 800	54 442	- 2,4 %
Fabrication des aliments, des boissons et du tabac	61 904	62 692	1,3 %
Commerce de gros (agriculture, aliments, boissons et tabac)	27 762	27 665	- 0,3 %
Magasins d'alimentation	126 383	127 241	0,7 %
Restauration commerciale	207 863	211 371	1,7 %
Total emplois bioalimentaires	483 133	486 850	0,8 %
Ensemble de l'économie	4 059 700	4 098 891	1,0 %

IMMOBILISATIONS (000 000 \$)	2014	2015	VARIATION (%) 2015/2014
Agriculture et pêches	621,3	613,0	- 1,3 %
Fabrication des aliments	362,6	363,6	0,3 %
Magasins d'alimentation	417,2	338,1	- 19,0 %
Commerce de gros	158,7	176,7	11,3 %
Restauration commerciale	481,5	488,5	1,5 %
Total immobilisations bioalimentaires	2 041,3	1 979,9	- 3,6 %
Ensemble de l'économie	36 337,7	37 322,3	2,7 %

32 Cette valeur comprend l'estimation concernant la vente d'aliments et de boissons dans les circuits courts, la restauration non commerciale (cafétérias d'école, de prison, d'hôpital, etc.) et les magasins qui, auparavant, ne vendaient pas de produits alimentaires (pharmacies, stations-service, magasins de marchandises diverses tels que Costco, Walmart et Dollarama, etc.). En 2014, l'estimation relative à ces secteurs se chiffrait à 1,344 G\$ et, en 2015, à 1,666 G\$.

INDICATEURS DE L'ACTIVITÉ (000 000 \$)	2014	2015	VARIATION (%) 2015/2014
Recettes monétaires agricoles totales	8 465,99	8 158,44	- 3,6 %
Livraisons manufacturières des aliments	20 457,2	21 184,9	3,6 %
Livraisons manufacturières des boissons et du tabac	3 719,1	3 864,2	3,9 %
Demande alimentaire intérieure (000 000 000 \$)	38,8	40,1	3,4 %
Ventes alimentaires au détail et circuits de substitution (000 000 000 \$)	25,6	26,6	4,2 %
Ventes des services alimentaires (HRI) (000 000 000 \$)	13,3	13,5	1,6 %
Exportations internationales de produits alimentaires	7 009,8	7 494,4	6,9 %
Importations internationales de produits alimentaires	6 611,7	6 910,9	4,5 %

INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION (2002 = 100)	2014	2015	VARIATION (%) 2015/2014
Aliments	136,8	141,6	3,5 %
Aliments achetés au magasin	135,8	141,0	3,8 %
Aliments achetés au restaurant	139,2	143,1	2,8 %
Boissons alcoolisées	115,0	118,4	3,0 %
Boissons alcoolisées achetées au magasin	104,6	108,0	3,3 %
Boissons alcoolisées dans les établissements avec permis d'alcool	141,6	144,0	1,7 %
Ensemble des biens et services (Inflation)	123,4	124,7	1,1 %

AUTRES	2014	2015	VARIATION (%) 2015/2014
Revenu agricole net comptant (000 000 \$)	1 964,0	1 626,1	- 17,2 %
Revenu agricole net réalisé (000 000 \$)	1 109,1	754,5	- 31,9 %
Revenu net total des exploitations agricoles (000 000 \$)	1 043,4	906,7	- 13,1 %
Population totale ('000)	8 214,9	8 263,6	0,6 %
Population active ('000)	4 400,0	4 434,2	0,8 %
Taux de chômage (%)	7,70	7,60	- 1,3 %
Taux d'emploi (%)	59,70	59,90	0,3 %
Taux de change (\$ CA / \$ US)	90,52	78,20	- 13,6 %
Taux officiel d'escompte (%)	1,25	0,88	- 29,6 %

Source : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec; estimations et compilation du MAPAQ.

TABLEAU 20 RECETTES, DÉPENSES ET REVENUS NETS AGRICOLES AU QUÉBEC DE 2013 À 2015 (K\$)

QUÉBEC	2013	2014	2015	VARIATION (%) 2014/2013	VARIATION (%) 2015/2014
Blé	36 593	38 795	52 867	6,0	36,3
Avoine	26 631	27 445	25 173	3,1	- 8,3
Orge	20 300	15 854	17 513	- 21,9	10,5
Canola	10 356	12 163	13 005	17,4	6,9
Soja	454 113	374 329	423 000	- 17,6	13,0
Maïs	715 223	605 043	538 469	- 15,4	- 11,0
Pommes de terre	130 148	125 454	133 694	- 3,6	6,6
Légumes	430 741	466 064	529 280	8,2	13,6
Pommes	66 001	57 124	56 879	- 13,4	- 0,4
Bleuets	11 574	41 278	38 070	256,6	- 7,8
Fraises	36 632	33 033	42 255	- 9,8	27,9
Autres fruits	55 314	79 120	76 994	43,0	- 2,7
Floriculture, pépinière et gazonnière	231 849	237 090	246 784	2,3	4,1
Haricots secs	3 605	2 897	6 196	- 19,6	113,9
Graines fourragères	927	252	1 437	- 72,8	470,2
Foin et trèfle	115 407	122 206	133 863	5,9	9,5
Produits de l'érable	343 741	319 363	302 964	- 7,1	- 5,1
Produits forestiers	25 744	26 180	26 747	1,7	2,2
Arbres de Noël	22 294	25 327	31 460	13,6	24,2
Autres cultures	16 618	27 683	636	66,6	- 97,7
Cultures, total	2 753 811	2 636 700	2 697 286	- 4,3	2,3
Bovins	308 844	385 078	401 059	24,7	4,2
Veaux	206 385	255 040	312 731	23,6	22,6
Porcs	1 309 884	1 606 840	1 322 506	22,7	- 17,7
Moutons	821	966	1 258	17,7	30,2
Agneaux	33 663	40 243	45 969	19,5	14,2
Produits laitiers	2 186 177	2 242 798	2 187 612	2,6	- 2,5
Poules et poulets	669 873	643 292	643 495	- 4,0	0,0
Dindons	80 034	79 897	83 494	- 0,2	4,5
Couvoirs	14 895	15 280	15 736	2,6	3,0
Oeufs, total	150 327	158 994	169 296	5,8	6,5
Miel	12 279	13 386	12 500	9,0	- 6,6
Fourrures	5 503	2 732	3 410	- 50,4	24,8
Autre bétail	58 121	63 559	60 694	9,4	- 4,5
Bétail, total	5 036 805	5 508 106	5 259 757	9,4	- 4,5
Recettes monétaires de marché	7 790 616	8 144 806	7 957 043	4,5	- 2,3
Paiements directs	505 658	321 057	201 381	- 36,5	- 37,3
RECETTES MONÉTAIRES (total)	8 296 274	8 465 863	8 158 424	2,0	- 3,6
Moins les dépenses d'exploitation après remises	6 424 877	6 501 884	6 532 336	1,2	0,5
REVENU NET COMPTANT	1 871 397	1 963 979	1 626 088	4,9	- 17,2
Plus le revenu en nature	12 036	13 190	14 011	9,6	6,2
Moins les frais d'amortissement	853 498	868 055	885 630	1,7	2,0
REVENU NET RÉALISÉ	1 029 935	1 109 114	754 469	7,7	- 32,0
Plus la valeur de la variation des stocks	74 228	- 65 673	152 184	- 188,5	- 331,7
REVENU NET TOTAL	1 104 163	1 043 441	906 653	- 5,5	- 13,1

Source : Statistique Canada; compilation du MAPAQ.

TABLEAU 21 RECETTES, DÉPENSES ET REVENUS NETS AGRICOLES EN ONTARIO DE 2013 À 2015 (K\$)

QUÉBEC	2013	2014	2015	VARIATION (%) 2014/2013	VARIATION (%) 2015/2014
Blé	295 644	228 896	193 622	- 22,6	- 15,4
Avoine	7 320	7 100	14 924	- 3,0	110,2
Orge	6 620	10 597	10 807	60,1	2,0
Canola	27 161	12 623	14 358	- 53,5	13,7
Soja	1 620 831	1 468 561	1 501 818	- 9,4	2,3
Maïs	1 430 420	1 219 801	1 195 631	- 14,7	- 2,0
Pommes de terre	99 647	111 197	114 068	11,6	2,6
Légumes	1 433 449	1 450 009	1 494 112	1,2	3,0
Pommes	64 143	83 610	67 276	30,3	- 19,5
Fraises	18 587	20 834	21 800	12,1	s.o
Autres fruits	164 795	116 530	114 253	- 29,3	- 2,0
Floriculture, pépinière et gazonnière	804 178	832 198	856 745	3,5	2,9
Haricots secs	65 490	93 618	93 229	43,0	- 0,4
Graines fourragères	4 439	4 496	6 478	1,3	44,1
Foin et trèfle	89 647	97 345	104 301	8,6	7,1
Produits de l'érable	30 773	25 817	27 359	- 16,1	6,0
Produits forestiers	12 381	12 591	12 864	1,7	2,2
Arbres de Noël	7 216	7 677	11 219	6,4	46,1
Autres cultures	333 557	413 248	382 586	23,9	- 7,4
Cultures, total	6 516 298	6 216 748	6 237 450	- 4,6	0,3
Bovins	974 537	1 308 097	1 431 887	34,2	9,5
Veaux	70 221	85 350	90 028	21,5	5,5
Porcs	1 044 559	1 351 342	1 123 857	29,4	- 16,8
Moutons	5 240	9 707	10 612	85,2	9,3
Agneaux	47 077	60 012	65 951	27,5	9,9
Produits laitiers	1 895 134	1 955 734	1 943 335	3,2	- 0,6
Poules et poulets	785 184	769 831	780 533	- 2,0	1,4
Dindons	168 080	165 115	170 112	- 1,8	3,0
Couvoirs	12 415	13 063	16 152	5,2	23,6
Oeufs, total	347 110	346 844	371 167	- 0,1	7,0
Miel	22 261	27 465	35 117	23,4	27,9
Fourrures	45 296	24 814	33 087	- 45,2	33,3
Autre bétail	98 696	111 455	110 625	12,9	- 0,7
Bétail, total	5 515 812	6 228 828	6 182 461	12,9	- 0,7
Recettes monétaires de marché	12 032 110	12 445 576	12 419 911	3,4	- 0,2
Paiements directs	350 153	277 046	306 273	- 20,9	10,5
RECETTES MONÉTAIRES (total)	12 382 263	12 722 622	12 726 184	2,7	0,0
Moins les dépenses d'exploitation après remises	9 727 466	10 054 138	10 219 566	3,4	1,6
REVENU NET COMPTANT	2 654 798	2 668 484	2 506 618	0,5	- 6,1
Plus le revenu en nature	9 960	12 142	12 857	21,9	5,9
Moins les frais d'amortissement	1 375 541	1 410 057	1 470 227	2,5	4,3
REVENU NET RÉALISÉ	1 289 216	1 270 569	1 049 248	- 1,4	- 17,4
Plus la valeur de la variation des stocks	54 197	- 73 325	63 158		
REVENU NET TOTAL	1 343 413	1 197 244	1 112 406	- 10,9	- 7,1

Source : Statistique Canada; compilation du MAPAQ.

TABLEAU 22 RECETTES, DÉPENSES ET REVENUS NETS AGRICOLES AU QUÉBEC DE 2013 À 2015 (K\$)

QUÉBEC	2013	2014	2015	VARIATION (%) 2014/2013	VARIATION (%) 2015/2014
Blé	5 262 809	4 835 878	5 081 352	- 8,1	5,1
Avoine	524 341	450 852	502 274	- 14,0	11,4
Orge	1 012 775	737 712	657 735	- 27,2	- 10,8
Canola	7 323 375	7 367 227	7 995 287	0,6	8,5
Soja	2 482 248	2 291 096	2 389 026	- 7,7	4,3
Maïs	2 337 310	1 967 185	1 854 281	- 15,8	- 5,7
Pommes de terre	1 032 364	1 050 404	1 038 711	1,7	- 1,1
Légumes	2 519 450	2 585 093	2 707 288	2,6	4,7
Pommes	201 390	205 781	191 782	2,2	- 6,8
Bleuets	186 700	264 350	262 302	41,6	- 0,8
Fraises	69 489	71 998	82 355	3,6	14,4
Autres fruits	390 987	378 491	384 783	- 3,2	1,7
Floriculture, pépinière et gazonnière	1 776 056	1 814 483	1 889 999	2,2	4,2
Haricots secs	156 639	182 045	187 972	16,2	3,3
Graines fourragères	87 751	77 441	117 070	- 11,7	51,2
Foin et trèfle	361 204	401 153	471 040	11,1	17,4
Produits de l'érable	405 606	377 525	356 847	- 6,9	- 5,5
Produits forestiers	57 030	57 995	59 251	1,7	2,2
Arbres de Noël	55 310	64 490	78 441	16,6	21,6
Autres cultures	4 753 468	4 900 316	5 331 126	3,1	8,8
Cultures, total	30 996 302	30 081 515	31 638 922	- 3,0	5,2
Bovins	6 035 249	8 487 517	9 191 906	40,6	8,3
Veaux	764 599	1 329 581	1 317 287	73,9	- 0,9
Porcs	4 065 487	5 091 392	4 224 744	25,2	- 17,0
Moutons	6 853	11 759	13 032	71,6	10,8
Agneaux	114 564	148 942	174 022	30,0	16,8
Produits laitiers	5 891 600	6 073 355	6 027 800	3,1	- 0,8
Poules et poulets	2 456 081	2 383 410	2 399 987	- 3,0	0,7
Dindons	395 580	388 006	395 871	- 1,9	2,0
Couvoirs	45 210	47 831	49 597	5,8	3,7
Oeufs, total	928 713	933 099	984 405	0,5	5,5
Miel	179 868	196 181	223 248	9,1	13,8
Fourrures	255 518	119 783	168 418	- 53,1	40,6
Autre bétail	405 886	494 409	495 599	21,8	0,2
Bétail, total	21 545 206	25 705 264	25 665 916	19,3	- 0,2
Recettes monétaires de marché	52 541 507	55 786 779	57 304 838	6,2	2,7
Paiements directs	2 685 507	2 099 962	2 126 047	- 21,8	1,2
RECETTES MONÉTAIRES (total)	55 227 014	57 886 741	59 430 885	4,8	2,7
Moins les dépenses d'exploitation après remises	42 664 426	43 890 080	44 396 107	2,9	1,2
REVENU NET COMPTANT	12 562 589	13 996 662	15 034 778	11,4	7,4
Plus le revenu en nature	46 804	56 941	61 438	21,7	7,9
Moins les frais d'amortissement	6 346 933	6 594 968	6 951 245	3,9	5,4
REVENU NET RÉALISÉ	6 262 460	7 458 635	8 144 972	19,1	9,2
Plus la valeur de la variation des stocks	6 146 286	- 2 774 548	- 1 387 008		
REVENU NET TOTAL	12 408 746	4 684 087	6 757 964	- 62,3	44,3

Source : Statistique Canada; compilation du MAPAQ.

TABLEAU 23 VALEUR DES LIVRAISONS MANUFACTURIÈRES DE L'INDUSTRIE DES ALIMENTS, DES BOISSONS ET DU TABAC AU QUÉBEC, 2014 ET 2015 (K\$)

CODE SCIAN	SECTEUR	2014	2015	2015/2014 (%)
311	Fabrication d'aliments	20 457 247	21 184 879	3,6 %
31 111	Fabrication d'aliments pour animaux	2 230 615	2 310 967	3,6 %
3112	Mouture de céréales et de graines oléagineuses	695 029	730 681	5,1 %
3113	Fabrication de sucre et de confiseries	694 731	847 124	21,9 %
3114	Mise en conserve de fruits et de légumes et fabrication de spécialités alimentaires	1 602 488	1 766 639	10,2 %
3115	Fabrication de produits laitiers	5 114 436	5 068 699	- 0,9 %
31 161	Abattage et transformation d'animaux	4 992 384	5 008 994	0,3 %
3117	Préparation et conditionnement de poissons et de fruits de mer	461 302	475 470	3,1 %
3118	Boulangeries et fabrication de tortillas	2 418 761	2 555 875	5,7 %
3119	Fabrication d'autres aliments	2 247 501	2 420 430	7,7 %
312	Fabrication de boissons et de produits du tabac	3 719 105	3 864 244	3,9 %
	GRAND TOTAL, ALIMENTS, BOISSONS & TABAC	24 176 352	25 049 123	3,6 %

Source : Statistique Canada; compilation du MAPAQ

TABLEAU 24 EXPORTATIONS BIOALIMENTAIRES INTERNATIONALES DU QUÉBEC PAR GROUPE DE PRODUITS, 2014 ET 2015 (M\$)

PRODUITS	VALEUR EN 2014	VALEUR EN 2015	VARIATION 2015/2014 (%)	PARTS EN 2015 (%)
Viande porcine	1 528,0	1 403,5	- 8,1 %	18,7 %
Cacao et produits	760,1	1 032,0	35,8 %	13,8 %
Fruits, légumes et préparations	596,5	732,6	22,8 %	9,8 %
Oléagineux non transformés	665,9	620,2	- 6,9 %	8,3 %
Préparations alimentaires diverses	483,4	583,1	20,6 %	7,8 %
Sirop et sucre d'érable	295,0	339,0	14,9 %	4,5 %
Viande de volaille	261,7	333,3	27,4 %	4,4 %
Préparation à base de céréales et de farine	270,9	305,2	12,6 %	4,1 %
Produits marins	266,9	277,9	4,1 %	3,7 %
Boissons	271,8	250,3	- 7,9 %	3,3 %
Produits du sucre	174,4	212,9	22,1 %	2,8 %
Aliments pour animaux	171,4	209,5	22,2 %	2,8 %
Graisses, huiles et produits	192,4	187,8	- 2,4 %	2,5 %
Animaux vivants	140,7	155,2	10,3 %	2,1 %
Café, thé et produits	97,2	150,2	54,5 %	2,0 %
Céréales non transformées	317,7	138,6	- 56,4 %	1,8 %
Viande bovine	97,6	128,6	31,8 %	1,7 %
Produits de minoterie	85,4	105,5	23,5 %	1,4 %
Produits laitiers	106,7	78,7	- 26,2 %	1,0 %
Autres viandes	61,0	60,8	- 0,4 %	0,8 %
Produits de pépinière	28,4	37,3	31,3 %	0,5 %
Autres produits d'origine bioalimentaire	136,6	154,6	13,2 %	2,1 %
Total bioalimentaire	7 009,8	7 496,9	6,9 %	100,0 %

Source : Statistique Canada; compilation du MAPAQ.

TABLEAU 25 IMPORTATIONS BIOALIMENTAIRES INTERNATIONALES DU QUÉBEC PAR GROUPE DE PRODUITS, 2014 ET 2015 (M\$)

PRODUITS	VALEUR EN 2014	VALEUR EN 2015	VARIATION 2015/2014 (%)	PARTS EN 2015 (%)
Fruits, légumes et préparations	1 296,1	1 518,3	17,1 %	22,0 %
Boissons, liquides alcooliques et vinaigres	1 481,3	1 497,9	1,1 %	21,7 %
Cacao et préparations	678,9	730,9	7,7 %	10,6 %
Sucre et sucreries	509,3	459,5	- 9,8 %	6,6 %
Produits marins	466,6	440,8	- 5,5 %	6,4 %
Café, thé, maté et épices	304,1	318,2	4,6 %	4,6 %
Préparation à base de céréales et de farine	297,6	294,4	- 1,1 %	4,3 %
Produits laitiers, œufs et miel	228,2	249,2	9,2 %	3,6 %
Viandes, abats et préparations de viande	185,8	237,6	27,9 %	3,4 %
Résidus alimentaires et aliments pour animaux	297,4	212,7	- 28,5 %	3,1 %
Préparations alimentaires diverses	139,7	148,7	6,5 %	2,2 %
Graines et fruits oléagineux	109,7	144,3	31,5 %	2,1 %
Céréales	124,7	142,4	14,2 %	2,1 %
Graisses, huiles et produits	110,2	131,6	19,4 %	1,9 %
Plantes vivantes et produits de la floriculture	58,2	61,3	5,3 %	0,9 %
Animaux vivants	43,6	54,0	23,9 %	0,8 %
Produits de minoterie	35,9	41,5	15,6 %	0,6 %
Autres produits d'origine bioalimentaire	244,5	230,4	- 5,7 %	3,3 %
Total bioalimentaire	6 611,7	6 913,8	4,6 %	100,0 %

Source : Statistique Canada et compilation du MAPAQ.

RÉALISATION

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Sous-ministériat aux politiques agroalimentaires

COORDINATION

Félicien Hitayezu, directeur
Carol Gilbert

RECHERCHE ET RÉDACTION

Yvon Boudreau
Carol Gilbert
Jean-José Grand
Stéphanie Keable
Karim Kesri
Stéphane Lacharité
Josée Robitaille
Yvon St-Amour
Ricardo Vargas

AUTRE COLLABORATION

Direction des politiques commerciales et intergouvernementales
Direction d'appui à la recherche et à l'innovation
Sous-ministériat aux pêches et à l'aquaculture commerciales (SMPAC)
Sous-ministériat de la formation bioalimentaire

RÉVISION LINGUISTIQUE

Isabelle Tremblay (Des mots et des lettres)

CONCEPTION GRAPHIQUE

Direction des communications

PHOTOGRAPHIES

Éric Labonté
Direction des communications

© Gouvernement du Québec

Dépôt légal : 2016
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque et Archives Canada
ISBN 978-2-550-76007-8 (imprimé)
ISBN 978-2-550-76009-2 (PDF)

